

# PARTIE III

## Notes pays



## AFRIQUE DU SUD

- La croissance du PIB de l'Afrique du Sud s'est tassée, passant de 1.5 % en 2014 à 1.3% en 2015, et devrait s'essouffler encore pour tomber à 0.7 % en 2016. Les pénuries d'électricité, la faiblesse des cours des matières premières et le manque de confiance des consommateurs et des entreprises continuent de peser sur la croissance de l'activité économique.
- La lenteur des progrès de la fourniture de services économiques et sociaux dans les townships et les zones rurales reste l'un des principaux défis à relever pour les pouvoirs publics.
- Les villes sud-africaines sont des pôles d'activité socio-économique dynamiques, qui présentent de fortes inégalités et d'importants risques pour l'environnement.

Les performances économiques de l'Afrique du Sud sont restées faibles en 2015, le produit intérieur brut (PIB) progressant de seulement 1.3 %. L'atonie de la croissance s'explique principalement par le ralentissement de la demande chinoise de matières premières, la faiblesse des cours mondiaux des produits de base et de l'investissement, par des flux financiers erratiques et par le manque de confiance des consommateurs et des entreprises. La croissance du PIB en volume devrait poursuivre son repli en 2016, et ressortir à 0.7 % à peine, selon les estimations. La masse salariale du secteur public progresse, tandis que la croissance économique reste très faible. La persistance des pénuries d'électricité a des répercussions sur l'économie, et la sécheresse la plus grave que le pays ait connue en vingt ans continue de dévaster l'agriculture, dont la part dans le PIB en volume a reculé de 16.2 %.

Entre décembre 2014 et décembre 2015, le rand (ZAR) a perdu plus de 30 % de sa valeur. L'inflation de l'indice des prix à la consommation (IPC) est restée en 2015 dans la fourchette cible de 3 à 6 % en glissement annuel, mais la persistance de la dépréciation monétaire et de la sécheresse continueront d'exercer des pressions sur l'IPC en 2016. Les problèmes d'approvisionnement en électricité pèsent également sur l'activité dans l'industrie, le secteur minier et les services.

Les recettes publiques ont augmenté de 8.4 % pour s'établir à 955 milliards ZAR (24.8 % du PIB) sous l'effet de la hausse de l'impôt sur le revenu, des impôts fonciers et de la taxe sur la valeur ajoutée. Les dépenses publiques se sont, quant à elles, accrues de 8 %, pour ressortir à 1 130 milliards ZAR (29.4 % du PIB). L'Afrique du Sud a durci sa politique monétaire. Face à la montée du risque d'inflation, le taux des prises en pension a été porté à 6.75 %. Malgré ce relèvement, la demande de crédit du secteur privé a progressé de 8.6% en août 2015, contre 8.0 % en juin.

Le chômage reste obstinément élevé, à 25.3 %, en particulier parmi les jeunes (52.5 % en 2015). Le fort taux de chômage, notamment chez les Sud-Africains noirs, est la principale cause du creusement des inégalités de revenus, comme en atteste l'indice de Gini à 0.69, l'un des plus élevés au monde. Pour remédier à ces problèmes, le gouvernement a dévoilé un plan en neuf points destiné à relancer la croissance, à accroître l'investissement et à créer des emplois.

Les inégalités socio-économiques continuent de menacer la stabilité à long terme. En 2015, l'héritage de l'apartheid, la piètre qualité des services et la pauvreté généralisée ont tenu une place dominante dans le discours sociopolitique. De nombreuses manifestations pour une amélioration des services publics ont éclaté en différents endroits du pays.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	1.5	1.3	0.7	1.8
Croissance du PIB réel par habitant	0.5	0.3	-0.2	0.9
Inflation	6.1	4.6	6.8	7.0
Solde budgétaire (% PIB)	-3.6	-3.9	-3.3	-3.1
Compte courant (% PIB)	-5.4	-4.3	-4.1	-4.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ALGÉRIE

- La croissance s'est établie à un niveau estimé à 3.9 % en 2015, tirée principalement par l'agriculture et un rebond dans le secteur des hydrocarbures.
- Avec un secteur pétrolier qui génère environ 49 % des recettes publiques et 96 % des exportations, la baisse des cours du pétrole a réduit les épargnes budgétaire et extérieure, mettant en évidence la nécessité de diversifier les sources de financement public de l'économie.
- Après avoir enregistré une transition urbaine entre 1987 et 1988, l'Algérie a atteint en 2015 le cap des 40 millions d'habitants, avec une population urbaine à 70 %.

La croissance réelle du produit intérieur brut (PIB) s'est établie à 3.9 % en 2015 contre 3.8 % en 2014, tirée principalement par l'agriculture, en particulier la production végétale et un rebond dans le secteur des hydrocarbures. Ce dernier, particulièrement marqué au quatrième trimestre 2015, intervient après neuf années consécutives de tendance baissière, dans un contexte de déclin des cours mondiaux du baril de pétrole depuis juin 2014. Cette situation conjoncturelle devrait être une opportunité d'accélérer les réformes visant la diversification et la transformation structurelle de l'économie. La croissance du PIB réel devrait être de 3.4 % puis de 3 % en 2016 et 2017 respectivement.

En 2015, l'inflation a atteint 4.8 %, en hausse après deux années consécutives de baisse, en raison de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des biens manufacturés. Ce retour à l'inflation tient à des dysfonctionnements des circuits de distribution, notamment des produits agricoles frais et des produits alimentaires industriels.

La conjoncture est surtout marquée par l'impact de la chute drastique des cours du pétrole sur la position extérieure ainsi que les comptes publics. La balance commerciale affiche un important déficit de 9 % du PIB en 2015, pour la première fois en 16 ans, en raison de la non couverture des importations (31 % du PIB) par les exportations (21 % du PIB), entraînant une diminution des réserves officielles de change.

Les comptes de l'État sont affectés par l'érosion des ressources du Fonds de régulation des recettes (FRR), consécutive à la baisse notable de la fiscalité pétrolière, passée de 20 % à 13 % du PIB entre 2014 et 2015. Avec des recettes totales en baisse (27 % du PIB en 2015 contre 33 % en 2014) et des dépenses budgétaires toujours élevées (43 % du PIB en 2015 et 2014), le déficit global s'est creusé, passant à 16 % du PIB en 2015 contre 8.3 % en 2014.

L'aménagement du territoire a intégré les concepts « d'urbain » et de « durabilité », devenus systématiques dans ses lois et déterminants pour les plans d'aménagement autour de trois grandes zones : le Littoral, les Hauts Plateaux et le Sahara. En 2015, plus de 70 % des 40 millions d'Algériens vivent dans des régions urbaines.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.8	3.9	3.4	3.0
Croissance du PIB réel par habitant	1.8	2.1	1.6	1.2
Inflation	2.9	4.8	4.3	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	-8.3	-16.0	-15.4	-14.7
Compte courant (% PIB)	-4.4	-15.6	-17.1	-15.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ANGOLA

- L'économie de l'Angola a progressé au rythme de 3.8 % en 2015, et, sous l'effet du repli des cours du pétrole, la croissance du PIB devrait rester modeste, à 3.3 % en 2016 et 3.5 % en 2017.
- Le pays doit prendre des mesures pour accélérer sa diversification économique et renforcer le développement humain ainsi que la croissance équitable s'il veut atténuer sa vulnérabilité face aux chocs exogènes.
- Le pays doit également investir dans son infrastructure économique et sociale afin que son processus d'urbanisation soit plus durable.

Grâce à l'abondance de ses ressources naturelles, l'Angola a pu attirer des flux d'investissement direct étranger et dégager une croissance solide au cours de la décennie passée. Mais, avec la chute des cours du pétrole brut, son économie a récemment subi un choc structurel de grande ampleur. De surcroît, l'évolution de ses exportations de pétrole et des cours internationaux des matières premières demeure incertaine pour les années à venir. Selon les projections, la croissance du produit intérieur brut (PIB) de l'Angola devrait rester modeste, à 3.3 % en 2016 et 3.5 % en 2017, alors qu'elle s'établissait à 3.8 % en 2015. Dans le secteur pétrolier, la croissance ressortira en moyenne à 4.0 %, tandis que, pour le reste de l'économie, on table sur une légère amélioration (3.4 %), principalement à la faveur du rebond de l'agriculture.

En janvier 2016, le gouvernement a adopté une stratégie visant à atténuer les effets de la crise du pétrole en trouvant des sources de recettes qui pourraient s'y substituer. Il escompte que l'agriculture jouera un rôle important dans le redémarrage des exportations du pays et qu'elle dégagera des recettes en devises. Cette stratégie prévoit également d'investir dans l'infrastructure, de réduire progressivement les importations, d'approfondir les réformes du secteur financier, de développer les compétences et d'améliorer l'environnement d'affaires. Sur ce dernier point, les principales mesures consistent à alléger les démarches administratives et à faciliter l'obtention d'un crédit. Nonobstant ces réformes, le cadre juridique doit encore être ajusté pour instaurer un environnement d'affaires plus propice. Les inégalités de revenus, le chômage et la pauvreté demeurent problématiques en Angola. Les déséquilibres économiques régionaux persistent également. Le pays doit procéder à des investissements transformationnels de façon à désencombrer les grandes villes et à les reconnecter avec les principaux pôles de croissance, en particulier dans les zones rurales.

Bien que l'Angola soit considéré comme un pays très urbanisé, puisque 62.3 % de sa population vivent en zone urbaine, il doit élargir les opportunités de développement humain offertes à ses habitants. Dans le cadre de son plan de développement national 2013-17, le gouvernement envisage une stratégie de développement territorial qui permettra de créer un réseau de pôles de développement. Le pays a adopté un programme national pour l'urbanisation et le logement, ainsi qu'un plan métropolitain 2015-30 pour la ville de Luanda, et il a lancé plusieurs projets d'urbanisation dans d'autres régions. L'exode rural a constitué l'un des principaux moteurs de l'urbanisation, surtout pendant les 27 années de conflit armé qui ont suivi l'indépendance, en 1975. L'Angola compte 18 provinces subdivisées en municipalités, communes, villages et villes. Suivant les cas, les pouvoirs publics se fondent sur des critères différents pour classer les zones urbaines. L'Angola doit progressivement intégrer le logement informel à ses plans d'urbanisme et à la gestion des villes, et renforcer la capacité des institutions nationales à gérer l'urbanisation ainsi que le développement urbain et rural.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.8	3.8	3.3	3.5
Croissance du PIB réel par habitant	1.5	0.5	0.1	0.3
Inflation	7.3	10.2	14.1	14.8
Solde budgétaire (% PIB)	-5.6	-4.1	-5.5	-5.6
Compte courant (% PIB)	-2.5	-7.2	-5.4	-5.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## BÉNIN

- La croissance, estimée à 5.2 % en 2015 contre 6.5 % en 2014, a marqué un léger repli en raison de la baisse de la production de coton et de perturbations dans la distribution d'électricité.
- Les taux de croissance projetés à 5.5 % en 2016 et 5.7 % en 2017 dépendent de l'évolution du contexte politique et social, marqué par l'élection présidentielle de mars 2016.
- Face à l'expansion des villes, une politique d'urbanisation durable via des pôles régionaux de développement devra être mise en œuvre, en mobilisant de nouveaux financements, notamment privés.

La croissance, estimée à 5.2 % en 2015 contre 6.5 % en 2014, a ralenti pour trois raisons principales : des perturbations dans la distribution d'électricité, une pluviométrie moins favorable et le recul de l'activité économique au Nigéria voisin. L'inflation est restée faible, en raison de la baisse des cours du pétrole et des produits alimentaires. Le déficit public s'est en revanche creusé, avec la hausse des investissements publics et des dépenses courantes. D'où le recours plus important au marché des titres publics.

Les perspectives tablent sur une croissance de 5.5 % en 2016 et 5.7 % en 2017, grâce au soutien apporté au secteur agricole et aux investissements dans les infrastructures. Les grandes orientations de politique économique en 2016 et 2017 devront s'inscrire dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. L'environnement politique et social sera déterminant, dans un contexte marqué par l'élection présidentielle de mars 2016. Ce scrutin, qui a permis de désigner un nouveau président de la République, était susceptible d'entraîner quelques tensions entre les différents partis. Mais les risques de crise ou d'instabilité politique sont restés faibles.

Le défi de l'urbanisation doit être relevé, afin d'assurer un développement équilibré et de réduire la pauvreté. La croissance urbaine, qui s'est accélérée ces dernières années, pose des défis aussi bien en termes de mobilité et de pollution que d'habitat et de gestion foncière. Les autorités entendent promouvoir une urbanisation durable à travers l'émergence de plusieurs pôles régionaux de développement, dont le financement suppose une plus grande contribution du secteur privé. Des mécanismes favorables aux partenariats public-privé (PPP) et l'accès des collectivités locales aux banques restent donc à promouvoir.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.5	5.2	5.5	5.7
Croissance du PIB réel par habitant	2.7	2.7	2.6	2.6
Inflation	-1.1	0.4	2.3	2.4
Solde budgétaire (% PIB)	-1.9	-4.3	-3.6	-3.7
Compte courant (% PIB)	-7.2	-7.1	-7.1	-7.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## BOTSWANA

- La croissance économique a ralenti en raison d'une faible demande d'exportations minières et des perspectives sombres de l'économie mondiale.
- Les prévisions de croissance semblent prometteuses, mais la timide reprise de la croissance mondiale, les prix modérés des matières premières et la persistance des problèmes d'approvisionnement électrique exposent le Botswana à d'importants risques de baisse significatifs.
- Le pays connaît une urbanisation rapide qui a des répercussions négatives sur l'environnement et pèse sur la capacité des zones urbaines à fournir des emplois, des infrastructures et d'autres équipements essentiels.

L'économie du Botswana a rebondi ces cinq dernières années après un repli important dû à la récession mondiale de 2008. Toutefois, l'activité économique du pays s'est modérée en 2014 en raison de la croissance modeste du secteur minier et de la persistance des problèmes d'approvisionnement en eau et en électricité. Selon les estimations, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a encore baissé en 2015, ce qui s'explique principalement par une demande d'exportations minières modérée, elle-même due à la morosité de l'économie mondiale.

Malgré tout, les prévisions de croissance du Botswana semblent prometteuses puisque la croissance du PIB réel devrait remonter légèrement en 2016-17. L'amélioration de la croissance à moyen terme repose sur le programme de stimulation économique (*Economic Stimulus Programme*, ESP) de l'État, la reprise progressive du marché mondial du diamant et une plus grande disponibilité de l'énergie suite à l'aboutissement des mesures correctives à la centrale électrique Morupule B. Si les perspectives sont favorables, c'est également grâce à la croissance attendue de l'industrie manufacturière après la mise en service d'une aciérie et d'une usine de transformation de produits horticoles en 2015. Néanmoins, les risques de baisse persistent en raison de la faible remontée de la croissance économique mondiale et des prix modérés des matières premières.

Conformément à la politique budgétaire de l'État visant l'équilibre, les opérations budgétaires ont dégagé un excédent en 2014/15, pour le troisième exercice consécutif. L'État a également prévu un excédent pour 2015/16. Cependant, les opérations gouvernementales au cours de la première moitié de cet exercice ont entraîné un déficit budgétaire. Cette détérioration de la situation est due à un déclin des recettes d'exportations minières. Par conséquent, le Botswana devrait enregistrer un déficit budgétaire record en 2015/16, pour la première fois en quatre ans.

L'inflation a continué de baisser, atteignant l'extrémité la plus basse de la fourchette-objectif à moyen terme fixée par la Banque du Botswana en février, mars, septembre et novembre 2015. À la fin de l'année, l'inflation annuelle moyenne était bien inférieure à 2014 grâce à la baisse des prix des carburants et à la politique monétaire prudente du gouvernement.

Le Botswana a enregistré un taux d'urbanisation élevé : près des deux tiers de la population totale du pays vivent maintenant en ville. Même si l'exode rural et l'accroissement naturel de la population ont joué un rôle dans l'augmentation de la population urbaine, cette tendance à la hausse est due à la reclassification de certains villages en établissements urbains.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.4	2.5	3.2	3.5
Croissance du PIB réel par habitant	2.4	0.6	1.4	1.7
Inflation	4.4	3.1	4.5	4.3
Solde budgétaire (% PIB)	5.6	3.6	-2.8	-2.3
Compte courant (% PIB)	15.7	16.0	5.6	5.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## BURKINA FASO

- Une croissance d'au moins 5 % est attendue en 2016, puis de 5.9 % en 2017, grâce à la reprise du sous-secteur minier et au retour à des institutions démocratiques.
- Le renforcement du dispositif sécuritaire en vue de faire face aux menaces djihadistes demeure un défi majeur pour la reprise économique, particulièrement après l'attaque terroriste de janvier 2016.
- L'urbanisation s'est accélérée au cours des dix dernières années et pourrait atteindre 35 % en 2026, alors que les villes restent insuffisamment dotées pour assurer leur gestion durable.

Les perspectives économiques en 2016 sont favorables avec une croissance de 5.0 %, contre 4.8 % en 2015, grâce au retour à des institutions démocratiques issues des élections de 2015 et à la reprise des activités de production dans le sous-secteur de l'extraction. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées, autour de 2 % en 2016 et 2017, conséquence d'une bonne campagne agricole et des faibles cours du pétrole sur le marché international.

Ce taux de croissance reste loin du dynamisme économique de la période 2010 à 2013, lorsqu'il dépassait largement 6 % de moyenne annuelle. L'activité économique a été affectée par une série de facteurs défavorables datant de 2014, qui ont persisté tout au long de l'année 2015. On peut notamment citer le contexte de transition politique après l'insurrection populaire d'octobre 2014, la baisse des cours de l'or et du coton et la montée des dépenses sécuritaires au cours du dernier trimestre de l'année (ces deux derniers facteurs étant susceptibles de se maintenir en 2016).

Les perspectives économiques restent également subordonnées à la capacité des nouvelles autorités démocratiquement élues à promouvoir un environnement politique apaisé pour garantir la stabilité des institutions. Le renforcement du dispositif sécuritaire en vue de faire face aux menaces djihadistes, reste également un défi majeur, particulièrement après l'attaque terroriste de janvier 2016. Malgré la baisse du taux de pauvreté, passé de 46.7 % en 2009 à 40.1 % en 2014, la situation sociale reste préoccupante, notamment avec des inégalités marquées. La pauvreté apparaît ainsi comme une source de fragilité potentielle. En outre, le chômage et le sous-emploi des jeunes et des femmes en milieu urbain constituent une préoccupation de plus en plus grande.

Le Burkina Faso est l'un des pays les moins urbanisés au monde. Toutefois, la concentration des populations dans les villes s'est accélérée au cours des dix dernières années. De 22.7 % en 2014, on estime que le taux d'urbanisation pourrait atteindre 35 % en 2026. Les faiblesses enregistrées dans la gouvernance urbaine ont entraîné une prolifération des quartiers d'habitat spontané. Le pays fait donc face à un défi économique, écologique et infrastructurel. En outre, le régime dualiste de gestion de la terre tend à constituer une véritable menace pour la politique globale de développement du pays. Alors que les villes sont insuffisamment dotées pour assurer leur gestion durable, l'économie des agglomérations secondaires est dominée essentiellement par le secteur primaire, ce qui constitue une contrainte à une véritable transformation des villes en pôles de développement durable.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.0	4.8	5.0	5.9
Croissance du PIB réel par habitant	2.1	1.8	2.1	3.0
Inflation	-0.3	0.8	2.0	1.9
Solde budgétaire (% PIB)	-1.8	-2.5	-3.1	-3.7
Compte courant (% PIB)	-6.1	-4.5	-5.3	-6.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## BURUNDI

- Le Burundi a enregistré une croissance moyenne de 4 %, entre 2010 et 2014, mais à cause de la situation socio-politique de 2015, le taux de croissance a baissé et est estimé à -4.1 % en 2015.
- La détérioration des finances publiques a entraîné un recours massif aux avances de la Banque de la République du Burundi (Banque centrale) pour financer le déficit budgétaire en 2015.
- La prolongation du contexte socio-politique actuel et le déclin du soutien des bailleurs de fonds qui l'a accompagnée pourraient fortement éroder les avancées remarquables en matière de développement et de réduction de la pauvreté enregistrés depuis 2005.

Les tensions socio-politiques, que connaît le Burundi depuis avril 2015, ont entraîné des difficultés majeures pour l'activité économique qui s'est fortement ralentie, interrompant la dynamique de croissance du début de cette décennie. Sur la base des dernières estimations, la croissance du PIB réel pourrait être autour de -4.1 % en 2015 contre 4.7 % en 2014 et 4.5 % en 2013. Cette contraction de l'économie provient principalement de la baisse des activités du secteur secondaire notamment l'industrie ainsi que le bâtiment et travaux publics (BTP). Pour ce qui est de l'inflation, elle s'est maintenue en moyenne à 5.5 % en 2015 contre 4.4 % en 2014, grâce à une relative stabilité du taux de change, à la bonne tenue des récoltes de produits vivriers ainsi qu'à la baisse continue des cours internationaux des produits pétroliers. Sur le plan budgétaire, le Burundi continue à souffrir d'une faible mobilisation des ressources intérieures (11.7 % du PIB en 2015 contre 12.9 % en 2014 et 13.1 % en 2013) et d'une baisse substantielle de l'aide extérieure (-33% en 2015) selon le ministère des Finances. Le solde budgétaire est passé de -1.2 % du PIB en 2014 à -5.7 % en 2015. La détérioration des finances publiques s'est fortement reflétée dans le bilan de la Banque de la République du Burundi (BRB), notamment, avec la forte chute des réserves officielles (moins de deux mois d'importations en 2015 contre quatre mois en 2014), en grande partie, par le recours massif du gouvernement aux avances de la BRB pour financer le déficit budgétaire. Ce financement, qui représente une injection de liquidités dans l'économie a eu pour effet une augmentation de la demande de devises. Au plan extérieur, le déficit du compte courant, transferts compris, est estimé à -4.5 % du PIB en 2015 contre -9.5 % du PIB en 2014.

Au plan sectoriel, la mise en œuvre du Cadre stratégique de croissance et de lutte contre la pauvreté (CLSP II), adopté en février 2012, a permis des progrès appréciables sur le plan du développement humain. Toutefois, le contexte politique actuel pourrait remettre en cause plusieurs acquis. L'absence prolongée d'appui des partenaires techniques et financiers a des conséquences négatives pour le pays et risque de mettre en péril les progrès réalisés notamment dans les domaines sociaux. Un nouvel engagement de ces acteurs dépend largement d'une solution politique aux tensions politiques, ce qui permettra d'éviter une dégradation encore plus grave de la situation socio-économique. La communauté internationale dans son ensemble est inquiète des tensions persistantes dans le pays qui comportent également des risques pour toute la sous-région. Plusieurs pays occidentaux ont, d'ores et déjà, annoncé la suspension des appuis au Burundi. En plus, les difficultés constatées en 2015 dans la mise en œuvre des réformes, soutenues par la facilité élargie de crédit (FEC), pourraient également avoir un impact négatif sur le plan budgétaire à court et moyen terme.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.7	-4.1	3.3	4.4
Croissance du PIB réel par habitant	1.4	-7.4	0.0	1.0
Inflation	4.4	5.5	7.5	6.7
Solde budgétaire (% PIB)	-1.2	-5.7	-2.2	-2.1
Compte courant (% PIB)	-9.5	-4.5	-6.0	-6.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## CABO VERDE

- Le Cabo Verde a enregistré une augmentation de la croissance de son PIB réel à 3.6 % en 2015, contre 1.8 % en 2014 et 0.8 % en 2013, sous l'effet de l'augmentation des recettes touristiques, de l'amélioration de la demande intérieure et de la persistance de prix faibles dans le secteur de l'énergie. Cependant, les performances économiques du pays restent insuffisantes à cause de la déflation et d'un taux de chômage élevé.
- Même si le déficit public a été sensiblement réduit, l'assainissement budgétaire demeure une priorité pour atténuer le risque de surendettement du pays, rassurer les investisseurs et préserver la stabilité macroéconomique.
- Malgré l'insularité et une population inégalement répartie, le renouvellement urbain peut favoriser la transformation structurelle en apportant aux entrepreneurs informels et aux microentrepreneurs des opportunités d'améliorer leurs activités et d'élargir leurs marchés.

L'économie du Cabo Verde peine à se redresser en raison de vulnérabilités intérieures et du manque de vigueur de l'économie mondiale. Le tourisme et les investissements étrangers liés à ce secteur, notamment la construction, sont toujours les principaux moteurs de la croissance. Celle-ci a avoisiné 3.6 % en 2015 (contre 1.8 % en 2014 et 0.8 % en 2013) à la faveur de la reprise des investissements directs étrangers (IDE), en hausse de 13 % en 2014, surtout dans le tourisme. Néanmoins, l'activité économique n'a pas encore atteint son potentiel. À long terme, la croissance dépendra non seulement de l'efficacité du secteur public, mais aussi des gains de productivité. En 2016 et en 2017, elle devrait ressortir, en moyenne, à 4 %, soit un taux inférieur à celui de la période d'expansion qui a précédé la crise financière mondiale.

En 2015, la situation budgétaire s'est légèrement améliorée avec le retrait progressif du programme d'investissements publics, mais elle demeure fragile. Le déficit global des comptes de l'État central devrait tomber à 4.5 % (contre 7.4% en 2014), puis à 4 % en 2016. Pour que sa dette reste soutenable et étant donné la nécessité de dynamiser sa croissance économique, le Cabo Verde doit aussi s'attacher à définir une politique publique appropriée. En 2015, la dette publique devrait s'alourdir et représenter 118 % du PIB, contre 94.7 % en 2013. Bien qu'élevée (76.2 % de l'endettement total en 2015), la dette publique extérieure demeure principalement concessionnelle et, d'après les indicateurs, le pays pourra continuer de faire face à ses obligations de remboursement.

Le Cabo Verde compte actuellement 514 000 habitants, dont 65 % vivent en zone urbaine. Cette forte urbanisation s'explique principalement par l'exode rural et, malgré les problèmes sociaux dont elle s'accompagne, elle offre aux entrepreneurs informels et aux microentrepreneurs des opportunités d'améliorer leurs activités et d'élargir leurs marchés. Le taux d'alphabétisation remarquablement élevé (supérieur à 85 %) a permis au Cabo Verde de créer les conditions nécessaires à un décollage de son économie tiré par une population urbaine nombreuse et dotée de qualifications qui répondent aux besoins d'un secteur privé compétitif. Le renouvellement urbain pourrait donc être un important moteur de la transformation structurelle dans les années à venir.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	1.8	3.6	4.0	4.0
Croissance du PIB réel par habitant	0.5	2.4	2.8	2.7
Inflation	-0.2	0.0	1.6	2.7
Solde budgétaire (% PIB)	-7.4	-4.5	-4.0	-3.8
Compte courant (% PIB)	-8.0	-9.0	-9.8	-10.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## CAMEROUN

- Le Cameroun a enregistré une croissance alerte de 5.7 % en 2015, tirée principalement par le secteur secondaire.
- Dans le contexte actuel de baisse des cours pétroliers, le pays doit rationaliser les investissements publics et améliorer l'efficacité de ses dépenses.
- L'urbanisation a eu un impact positif sur la réduction de la pauvreté, mais des politiques plus volontaristes sont nécessaires pour atténuer les inégalités et les déséquilibres.

L'économie camerounaise, moteur de la Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC), a continué en 2015 à faire preuve de résilience dans un contexte économique mondial peu favorable (stagnation dans les pays de l'OCDE, décélération de la croissance en Chine et dans plusieurs pays émergents, baisse des cours du pétrole et des recettes d'exportations du pays). La région, de son côté, est confrontée à la persistance de poches d'insécurité aux frontières du nord et de l'est, du fait de la menace du groupe Boko Haram et de la crise en République centrafricaine (RCA). La croissance camerounaise s'est consolidée en 2015 au rythme de 5.7 %, tirée principalement par le secteur secondaire qui a crû de 8.4 %. Le secteur tertiaire a connu une croissance de 5 %, et le secteur primaire de 4.9 %. La production de pétrole, dont le pays est un exportateur net, a connu une hausse exceptionnelle de 28.3 % avec la mise en exploitation de nouveaux champs. Le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) s'est également accru, au rythme de 7.3 %.

La politique budgétaire a conservé un caractère modérément expansionniste en phase avec la poursuite des grands projets d'infrastructures. La loi de finances 2015, à l'instar de celles de 2013 et 2014, a été élaborée et mise en œuvre selon la méthode des budgets-programmes. La politique monétaire a visé de son côté à stabiliser les prix et le taux de change effectif réel, en évitant tout effet d'éviction de l'investissement privé par les dépenses publiques. L'inflation s'est montée à 2.7 % en 2015, en hausse de 0.8 point, en raison de la hausse des prix des carburants à la pompe, elle-même consécutive à la réduction de 40 % des subventions aux produits pétroliers opérée en juillet 2014. L'inflation reste cependant en deçà du seuil de convergence fixé à 3 % en zone CEMAC.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.9	5.7	5.3	5.1
Croissance du PIB réel par habitant	3.4	3.2	2.8	2.6
Inflation	1.9	2.7	2.2	2.1
Solde budgétaire (% PIB)	-3.9	-5.3	-5.7	-4.9
Compte courant (% PIB)	-15.2	-14.0	-14.6	-15.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## COMORES

- La crise énergétique continue de peser sur la croissance économique, qui n'a pas dépassé 1.1 % en 2015.
- Grâce à l'appui budgétaire de l'Arabie saoudite et la reprise de la production d'électricité, la croissance devrait évoluer en 2016 et 2017 au rythme de 4.1 %.
- Petit État insulaire en voie de développement (PEID), l'urbanisation rapide fragilise les Comores, qui offrent peu de perspectives d'emploi aux jeunes.

Depuis l'atteinte de l'Initiative pays pauvres très endettés (PPTE) en décembre 2012, les Comores ont renoué avec la croissance économique. Toutefois, l'archipel reste confronté à un certain nombre de graves handicaps, notamment la faible diversification de son économie, la pénurie d'électricité et sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. La crise de la production d'électricité pénalise les secteurs contributeurs d'impôts, tels les importateurs de produits congelés et les grandes surfaces commerciales, où les arriérés de salaires s'accumulent. En dépit de ses contraintes, l'économie Comorienne a renoué avec des taux de croissance positifs depuis 2012. La croissance 2016 dépendra largement du climat politique avec l'élection présidentielle prévue en avril, et de la solution de la crise énergétique. Le FMI prévoyait initialement une croissance de 2.2 % en 2016, mais sa projection était antérieure au décaissement de l'appui budgétaire saoudien massif délivré le 31 décembre et de l'assistance technique de la Chine au secteur énergétique, d'un montant de 4 millions d'euros (EUR). C'est pourquoi les prévisionnistes misent désormais sur une croissance de 4.1 % en 2016 puis en 2017, grâce à la reprise progressive de la production d'électricité et surtout à l'impact de l'aide budgétaire saoudienne sur la consommation des ménages.

La situation politique reste marquée par le processus électoral qui a commencé avec les élections législatives, municipales et des Conseillers des îles en février 2015, pour s'achever le 18 avril 2016 avec le deuxième tour de l'élection présidentielle organisé dans tout l'archipel. Le premier tour s'est tenu le 21 février dans la seule Grande Comore, titulaire de la présidence tournante jusqu'en 2021. Les dernières décisions de la Cour constitutionnelle relative à l'éligibilité des candidats ont confirmé l'enracinement de la démocratie aux Comores.

En matière d'environnement des affaires, les Comores ont gagné cinq places au classement de l'édition 2016 de *Doing Business*, le rapport annuel de la Banque mondiale sur le climat des affaires. Elles se situent au 154<sup>ème</sup> rang sur 189 pays considérés. Sur le plan social, quelque 45 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, et les Comores se classent au 159<sup>ème</sup> rang sur 187 pays considérés sur l'indice de développement humain des Nations Unies, loin d'avoir pu réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	0.6	1.1	4.1	4.1
Croissance du PIB réel par habitant	-1.8	-1.3	1.7	1.8
Inflation	2.9	2.1	2.2	2.6
Solde budgétaire (% PIB)	-0.7	-1.2	-2.2	-1.7
Compte courant (% PIB)	-6.1	-7.4	-6.9	-7.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## CONGO

- Après le rebond à environ 6.0 % en 2014, la croissance a chuté à 1.2 % en 2015 et devrait atteindre 4.2 % en 2016, mais les perspectives économiques restent tributaires de la persistance des faibles cours du pétrole.
- Le rythme et la portée des réformes structurelles et de la diversification économique sont encore insuffisants pour permettre une amélioration significative des indicateurs sociaux du pays et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).
- Malgré un grand potentiel, le secteur urbain n'est pas encore la force motrice de la transformation structurelle de l'économie ; la stratégie nationale urbaine reste à développer pour faire face aux enjeux de l'urbanisation rapide.

La croissance a fléchi à 1.2 % en 2015, contre 6.0 % en 2014. Il y a deux raisons à cela : la baisse marquée des cours du pétrole, ressource qui représente 60 % du produit intérieur brut (PIB), et le ralentissement de la croissance du secteur non pétrolier induit par la baisse des investissements publics. L'inflation est restée globalement stable, autour de 0.9 %. Malgré le resserrement de la politique budgétaire face à la diminution des recettes publiques, le déficit primaire a atteint 9.3 % du PIB en 2015. Le déficit du compte courant, lui, s'est dégradé avec la baisse des cours du pétrole, passant de 2.6 % du PIB en 2014 à 14.5 % en 2015. La croissance devrait atteindre 4.2 % en 2016 et 4.7 % en 2017, tirée par une hausse de la production pétrolière grâce à l'exploitation de nouveaux puits et le dynamisme des secteurs des transports et de l'agriculture. Cependant, la volatilité des prix du pétrole pourrait affaiblir ces perspectives.

L'indice de développement humain est passé de 0.564 en 2013 à 0.591 en 2014, mais les indicateurs sociaux du Congo restent inférieurs à ceux du groupe des pays africains ayant un niveau de revenu similaire. Bien que l'incidence de la pauvreté ait baissé de 50.7 % en 2005 à 40.9 % en 2011, elle reste supérieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire. Par ailleurs, le chômage affecte une part importante de la population active, notamment 30 % des jeunes de 15 à 29 ans. En cause : la nature capitaliste du secteur pétrolier et la faiblesse du secteur privé hors pétrole. L'amélioration significative des indicateurs sociaux constitue un enjeu important pour le pays. Elle nécessitera une croissance plus forte et inclusive, ainsi que l'accélération des réformes structurelles et de diversification économique. Relever ce défi est une urgence, surtout au regard de l'urbanisation rapide du pays.

Le Congo figure parmi les pays les plus urbanisés de l'Afrique, avec plus des deux tiers de la population résidant en milieu urbain. La concentration des services publics et des activités économiques dans les deux principales villes du pays – Brazzaville et Pointe-Noire – constitue le principal moteur de l'urbanisation. L'économie urbaine contribue à hauteur de 80 % à la formation du PIB, provenant principalement de la production pétrolière réalisée à Pointe-Noire et des activités administratives et services concentrés à Brazzaville. Malgré un grand potentiel économique, le secteur urbain ne s'est pas développé pour devenir la force motrice de l'économie. Il se heurte en effet à d'importants obstacles : i) l'accès insuffisant aux services sociaux de base pour une population en croissance ; ii) le manque d'infrastructures qui a des conséquences négatives sur la mobilité urbaine ; iii) l'urbanisation non planifiée ; iv) le chômage élevé dans les zones urbaines, estimé à 16 % ; et v) le financement inadéquat des villes. Pour relever ces défis, le gouvernement agit dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2012-16. Il a ainsi augmenté son financement pour le secteur urbain à travers la politique de municipalisation accélérée, qui vise à construire de grandes infrastructures socio-administratives dans les villes. Cependant, beaucoup reste encore à faire. Les autorités devront prendre en charge les défis urbains en adoptant une stratégie nationale de développement urbain qui reste à formuler, et en finalisant les schémas d'aménagement des villes en cours d'élaboration.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.0	1.2	4.2	4.7
Croissance du PIB réel par habitant	3.5	-1.4	1.6	2.1
Inflation	3.0	0.9	1.5	1.0
Solde budgétaire (% PIB)	-4.8	-9.6	-1.8	1.3
Compte courant (% PIB)	-2.6	-14.5	-12.4	-9.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## CONGO, RÉP. DÉM.

- La croissance de l'économie congolaise a décéléré à 7.7 % en 2015 contre 9.2 % en 2014, une tendance qui devrait se poursuivre en 2016 (7%), avec un rebond attendu à partir de 2017 (8 %).
- La pauvreté reste largement répandue, même si le pays a réalisé d'importants progrès dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), avec un gain de 11 places dans le classement mondial 2014 de l'indice de développement humain (IDH).
- D'importants défis de planification et de financement du développement urbain doivent être relevés par le pays, pour assurer un meilleur cadre de vie et capitaliser sur les opportunités qu'offre l'urbanisation.

En 2015, la croissance économique s'est établie à 7.7 % contre 10.3 % initialement programmée et 9.2 % en 2014, soutenue par les industries extractives, les transports, les télécommunications et les industries manufacturières. L'inflation a été contenue à 0.8 % et le taux de change du franc congolais (CDF) contre le dollar américain (USD) est demeuré stable, avec une fluctuation de 0.2 %. Malgré la baisse<sup>1</sup> drastique des cours des matières premières, la stabilité macroéconomique a été préservée, grâce à un resserrement des recettes fiscales, des réserves internationales et à la hausse du déficit courant. L'activité économique devrait enregistrer un léger ralentissement à 7.0 % en 2016 avant de s'accélérer à 8.0 % en 2017, avec le redressement des cours miniers attendu à partir de l'année 2017 et des effets positifs des réformes structurelles et de la reconstruction des infrastructures. Pour renforcer la stabilisation et la résilience de l'économie vis-à-vis des chocs, le gouvernement a adopté en janvier 2016 une série de 28 mesures urgentes et a décidé, dans le cadre du plan national stratégique de développement (PNSD) en cours d'élaboration, de diversifier son économie et élargir sa chaîne de création des valeurs.

Sur le plan social, bien que n'ayant pas atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à fin 2015, la RDC a réalisé des progrès considérables même si les défis demeurent encore importants. Malgré son contexte politico-sécuritaire fragile, l'incidence de la pauvreté a baissé passant de 80 % en 1990 à 63.4 % en 2012. L'augmentation continue du budget de l'État alloué aux secteurs sociaux a occasionné un accroissement des taux de scolarisation, d'alphabétisation et d'achèvement dans le primaire, une réduction significative de la mortalité infantile et maternelle, ainsi qu'une amélioration de la desserte en électricité et de l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et au logement. Ces progrès ont induit une progression de l'indice de développement humain (IDH) du pays, qui est passé de 0.329 en 2000 à 0.439 en 2014, gagnant ainsi 11 places dans le classement mondial de 2014. L'organisation d'élections libres et démocratiques, prévues en 2016 dans les délais constitutionnels, constitue le principal défi politique à relever pour consolider les acquis du processus démocratique engagé depuis 2006.

L'urbanisation, bien que perçue comme une opportunité par les autorités congolaises, est confrontée à un véritable défi de planification et de financement du développement urbain. Les zones urbaines occupent une place prépondérante dans l'économie nationale et offrent de meilleures conditions de vie que le milieu rural. Toutefois, les risques suivants sont associés aux tendances actuelles de l'urbanisation en RDC : l'accroissement des quartiers non planifiés et informels, la mauvaise qualité des transports urbains et les congestions dans les villes, l'accès limité aux infrastructures sociales. Le pays ne dispose pas de stratégie nationale en matière d'urbanisation, en dépit de certains dispositifs utilisés et initiatives nationales en cours, qui contribueront directement ou indirectement au développement urbain. Il s'agit notamment de la réforme de l'aménagement du territoire (RAT), des projets de construction des zones économiques spécialisées (ZES) et des parcs agroindustriels (PAI).

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	9.2	7.7	7.0	8.0
Croissance du PIB réel par habitant	6.0	4.5	3.8	4.9
Inflation	1.0	0.8	2.1	2.5
Solde budgétaire (% PIB)	0.5	-0.5	-0.7	1.0
Compte courant (% PIB)	-9.2	-8.7	-10.8	-13.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

1. En effet, le prix du cuivre échangé sur le London Metal Exchange (LME) a perdu 28 % de sa valeur entre décembre 2014 et décembre 2015. Sur la même période, le pétrole, le cobalt et l'or ont perdu respectivement 38.26 %, 28.35 % et 10.70 % de leur valeur.

## CÔTE D'IVOIRE

- Dans un contexte de forte production agricole, d'amélioration du climat des affaires et de retour des investissements, mais également un environnement international incertain, la Côte d'Ivoire enregistre sa 4<sup>e</sup> année consécutive de croissance forte, tendance qui devrait se poursuivre en 2016 comme en 2017.
- L'élection présidentielle d'octobre 2015, qui a vu la réélection du président sortant, s'est déroulée sans incident et constitue une étape importante dans le processus de consolidation de la paix et de la confiance économique en Côte d'Ivoire.
- L'apparition des villes a été façonnée par l'expansion spatiale des ressources naturelles d'exportation, mais ces centres urbains sont peu attractifs en raison, notamment, de la faiblesse du réseau électrique, d'une offre logistique limitée, et de la fragmentation des politiques régionales.

La croissance économique est restée robuste malgré un environnement international incertain. La performance économique de 2015, estimée à 8.8 % par la Banque africaine de développement (BAfD), se situe dans la lignée de celles de 2013 (8.7 %) et 2014 (7.9 %). Cette croissance est tirée par l'agriculture, les investissements, les services et l'amélioration du climat des affaires. Ces bonnes performances devraient se poursuivre en 2016 et en 2017 avec des taux de croissance estimés à 8.6 % et 8.3 % respectivement. S'appuyant sur le succès du Plan national de développement (PND) 2012-2015, le gouvernement entend maintenir le cap pour faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent en 2020, tout en rendant la croissance plus inclusive.

La politique budgétaire est marquée par l'augmentation des investissements et la prise en charge des autres besoins de développement dans un contexte post-conflit. Le solde primaire est pratiquement à l'équilibre en 2014 et 2015, tandis que le déficit global se situe aux alentours de 3 % du produit intérieur brut (PIB). Le taux d'inflation se situe à 1.5 % en 2015, les crédits au secteur privé se sont améliorés et les réserves extérieures consolidées. Le creusement des déficits des comptes courants, qui passent de -2.5 % du PIB en 2015 à -3 % en 2016, découlent d'une hausse des investissements dans les secteurs d'exportation et dans les infrastructures.

L'amélioration du climat des affaires et de l'environnement macroéconomique a facilité l'augmentation des investissements (création d'entreprises, afflux d'investissements directs étrangers [IDE], etc.), ainsi que le développement de partenariats public-privé (PPP), dont la mise en œuvre doit être améliorée afin d'équilibrer le partage des risques. Toutefois, des problèmes persistent en matière d'accès à la propriété foncière, de fiscalité et d'accès au financement.

Sur le plan politique, l'élection présidentielle d'octobre 2015 a constitué une étape charnière pour la consolidation de la paix. Le président sortant, Alassane Ouattara, a été réélu au premier tour avec 83.7 % des voix. Les principaux défis du nouveau quinquennat sont d'assurer la cohésion sociale, de consolider le climat d'apaisement et de renforcer le système judiciaire. Sur le plan social, les accès à la santé et à l'éducation ont été améliorés.

Le recensement de 2014 indique que 49.7 % de la population vit en milieu urbain, dont 19.4 % à Abidjan où se concentre l'essentiel des activités économiques. À l'exception d'Abidjan, les villes manquent d'attractivité du fait de l'absence de schéma d'aménagement. Trois projets en cours sont de nature à influencer les dynamiques urbaines : les investissements pour doubler la production d'électricité d'ici 2020 ; la stratégie d'urbanisation du district d'Abidjan ; et l'aménagement du corridor routier Bamako-San-Pédro.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	7.9	8.8	8.6	8.3
Croissance du PIB réel par habitant	5.4	6.3	6.2	5.9
Inflation	0.4	1.5	1.8	1.9
Solde budgétaire (% PIB)	-2.3	-3.5	-3.4	-3.8
Compte courant (% PIB)	-2.3	-2.5	-3.0	-3.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## DJIBOUTI

- Les projections tablent sur une croissance d'environ 7.4 % en 2016, contre 6.7 % en 2015 et 6 % en 2014, une embellie qui n'empêche pas la pauvreté et le chômage d'être très répandus.
- Le déficit budgétaire s'est amélioré en 2015, mais le niveau d'endettement du pays demeure critique, avec une économie de services centrée sur les transports.
- La concentration des activités et des emplois dans la capitale amène le gouvernement à envisager le développement de pôles économiques à l'intérieur du pays.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers. De l'autre, un large secteur informel persiste. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal. Les investissements chinois des trois dernières années pourraient modifier la structure de l'économie, avec le développement de Zones économiques spéciales (ZES) pour accueillir des industries de transformation s'inscrivant dans les chaînes de valeur mondiales.

Djibouti développe ses infrastructures, portuaires notamment, afin de promouvoir une croissance rapide et réduire la pauvreté. Tirée par de grands projets d'investissement, la croissance des dernières années, 6.7 % en 2015 contre 6 % en 2014, va se poursuivre avec des projections de 7.4 % et 7.1 % en 2016 et 2017. Malgré cette embellie, l'extrême pauvreté et le chômage restent endémiques. Critique, l'endettement de Djibouti se situe à 65.8 % du PIB en 2015 et devrait atteindre 75.8 % en 2016, pour atteindre le seuil de 79 % en 2017, plaçant le pays en risque élevé de surendettement.

Pour faire face à ces défis, un nouveau cadre de référence, *Vision Djibouti 2035*, vise depuis mars 2014 l'émergence à cet horizon. Sa première déclinaison à moyen terme passe par la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape), lancée en août 2015 pour cinq ans.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.0	6.7	7.4	7.1
Croissance du PIB réel par habitant	4.7	5.4	6.1	5.8
Inflation	3.0	3.1	3.3	3.4
Solde budgétaire (% PIB)	-10.5	-6.7	-5.8	-5.8
Compte courant (% PIB)	-25.6	-16.0	-14.0	-12.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ÉGYPTE

- Les perspectives de l'économie égyptienne pour 2016 restent d'un optimisme prudent, mais reposent en partie sur la capacité du gouvernement à répondre aux attentes de la population et à mettre efficacement en œuvre la stratégie de développement durable et les réformes macroéconomiques.
- La croissance devrait s'accélérer sous l'effet du regain de confiance des investisseurs, même si les turbulences économiques mondiales continuent de peser sur l'activité économique.
- Le pays doit remédier à des problèmes intérieurs qui existent depuis longtemps : une croissance faible et non inclusive et les effets d'une forte expansion démographique sur une croissance urbaine durable.

Depuis la destitution du président Hosni Moubarak en 2011, le pays connaît une longue transition politique. La « feuille de route politique » officielle est désormais mise en œuvre. Cependant, les conditions de sécurité restent fragiles, car le pays doit lutter contre l'islamisme radical. Dans le même temps, la croissance ne cesse de progresser. Elle est tirée par le secteur du gaz, les activités manufacturières et l'immobilier, ainsi que par la hausse de l'investissement direct étranger (IDE). Toutefois, l'activité touristique a faibli après l'attentat perpétré fin octobre 2015 contre un avion transportant des touristes russes. Par ailleurs, les secteurs tributaires des importations ont pâti d'une pénurie de devises ce qui a entraîné une baisse de la production. Les prévisions modérément optimistes pour 2016 reposent largement sur les résultats que produiront les réformes et la stratégie de croissance mises en œuvre par le gouvernement.

En 2015, les autorités ont dû faire face à des pressions politiques continues. La croissance économique léthargique et la politique budgétaire expansionniste ont contribué à un déficit budgétaire important et persistant. C'est pourquoi la politique d'assainissement budgétaire vise à étoffer les recettes et à rationaliser les dépenses en les orientant sur la protection sociale. Pour financer le déficit, l'État a emprunté massivement, ce qui a entraîné l'explosion de la dette publique et l'éviction du secteur privé. Face à ces tensions, la Banque centrale d'Égypte (CBE) a en partie réussi à endiguer les tensions inflationnistes et à stimuler la croissance tout en maintenant le taux de change. La CBE pourrait décider d'assouplir sa politique monétaire pour le reste de l'année 2016 afin d'éviter un ralentissement de la croissance. Cependant, une politique de rigueur s'imposera si l'Égypte veut soutenir sa monnaie, la livre égyptienne (EGP), alors que ses réserves de change s'effondrent.

Si le gouvernement poursuit son programme de réformes économiques, l'économie égyptienne devrait se redresser modérément à compter de 2016. Pour stabiliser l'économie et stimuler la croissance, il devra réduire le déficit budgétaire et augmenter les dépenses en faveur des pauvres, veiller à la stabilité des prix dans un contexte d'incertitude lié au taux de change et améliorer les perspectives d'emploi pour les Égyptiens (en particulier pour les jeunes), l'environnement d'affaires ainsi que la sécurité et la justice sociale.

L'Égypte poursuit ses efforts axés sur des villes durables et sur la transformation structurelle, mais elle se heurte à des difficultés évidentes : sa forte expansion démographique fait largement obstacle à une croissance urbaine durable. À mesure que les demandeurs d'emploi migrent vers les zones urbaines, la population des villes augmente, ajoutant aux pressions qui pèsent déjà sur l'infrastructure urbaine. En outre, l'urbanisation a une incidence directe sur la sécurité alimentaire du pays, car l'expansion urbaine fait disparaître des terres agricoles. Pour remédier à ce problème, l'État a décidé de financer certains projets en Haute-Égypte, sur la côte nord-ouest et le long du nouveau canal de Suez.

### Indicateurs macroéconomiques

	2013/14 (e)	2014/15 (p)	2015/16(p)	2016/17(p)
Croissance du PIB réel	2.2	4.2	4.3	4.5
Croissance du PIB réel par habitant	0.0	2.0	2.2	2.4
Inflation	10.8	11.2	8.8	10.2
Solde budgétaire (% PIB)	-12.2	-11.5	-9.6	-8.7
Compte courant (% PIB)	-0.9	-3.7	-1.1	-1.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ÉRYTHRÉE

- La croissance devrait, selon les prévisions, atteindre 0.3 % en 2015 contre 1.7 % en 2014 et 1.3 % en 2013, ce qui témoigne des difficultés rencontrées dans l'environnement des affaires et de l'investissement ainsi que de la dégradation de l'économie mondiale.
- L'engagement des autorités en faveur d'une meilleure gestion des finances publiques et des ressources naturelles grâce à l'assistance technique de la Banque africaine de développement a contribué à créer des perspectives favorables à moyen terme.
- L'Érythrée, qui promeut l'urbanisation, voit ses ambitions limitées par le manque de financement et de logements en zone urbaine.

Depuis l'indépendance en 1993, le gouvernement de l'État érythréen (*Government of the State of Eritrea* – GoSE) a donné la priorité aux investissements dans les infrastructures (réseaux de communication, énergie et installations hydrauliques), l'agriculture (principalement pour la sécurité alimentaire), les ressources marines, les services sociaux et autres, et l'industrie manufacturière. En 2016, les priorités du GoSE sont le développement des ressources humaines, l'investissement dans les machines et équipements, les moyens de transport et de communication, l'approvisionnement en eau, l'énergie et les services sociaux essentiels. Les autorités créent également un environnement attractif pour la participation active des investisseurs privés locaux et étrangers. Cependant, ces efforts sont fortement entravés par les problèmes frontaliers persistants, les dépenses publiques relativement importantes en matière de sécurité, les sanctions des Nations unies et l'instabilité macroéconomique. Selon les prévisions, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel devrait ralentir, passant de 1.7 % en 2014 à 0.3 % en 2015, en raison d'une activité économique plus faible et d'un marché mondial plus difficile. Toutefois, la croissance devrait remonter à 2.2 % en 2016. À moyen terme, les autorités misent sur l'amélioration des relations commerciales avec le Moyen-Orient et l'Asie, l'expansion des activités minières, l'essor du secteur alimentaire et le développement du tourisme. Le PIB repose beaucoup sur les services (59.2 %), alors que l'industrie manufacturière est minoritaire (6 %). L'agriculture, la chasse, la sylviculture et la pêche représentent 17.2 % du PIB.

Le déficit budgétaire a légèrement fléchi, passant de 10.7 % du PIB en 2014/15 à 10.3 % en 2015/16, et atteindra 9.9 % en 2016/17 grâce à l'augmentation des recettes issues des projets miniers, à l'accès à des dons plus nombreux et à une réduction des dépenses non productives. L'inflation s'est maintenue à 12.5 % en 2015, principalement du fait de chocs sur l'offre de denrées alimentaires et d'une forte demande de devises. En 2015, la production de cultures vivrières n'a représenté qu'environ la moitié du niveau de 2014. La baisse des prix des denrées alimentaires et des cours du pétrole en 2015 et 2016 devrait contenir l'inflation, laquelle ne devrait pas dépasser 12.5 % pour 2015/16.

Les exportations devraient avoir progressé en 2014-15 grâce au lancement de la production minière dans le cadre du projet Asmara et à l'extraction aurifère par la Zara Mining Share Company. On prévoit un déficit de l'excédent des comptes courants à -3.4 % du PIB en 2015 contre -2.4 % en 2014, une tendance qui se poursuivra en 2016, malgré la hausse des envois de fonds et de « l'impôt pour le développement et le redressement » (un impôt de 2 % perçu sur la diaspora érythréenne). L'Érythrée a continué à bénéficier de l'institut du FMI pour le développement des capacités, le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique orientale (E-Afritac), situé en Tanzanie. En outre, le pays pourra accéder aux ressources de la Facilité d'appui à la transition (*Transition Support Facility* – TSF) de la BAfD, une composante du volet de subventions du pilier I de la Banque, qui viendra encore renforcer la gouvernance des ressources naturelles, la gestion des finances publiques ainsi que la collecte et l'analyse des données.

Outre son soutien au développement des capacités, la BAfD contribuera à renforcer la gouvernance institutionnelle, notamment aux ministères des Finances et du Développement national, en raison de leur rôle crucial dans la stabilité et la croissance macroéconomiques. Deux projets sont en préparation pour soutenir la réforme du ministère des Finances et améliorer la gestion des finances publiques ainsi que l'administration fiscale et douanière. Le Programme de soutien de la résilience à la sécheresse et des moyens de subsistance durable (DRLSP) II vise à intégrer la participation du secteur privé dans les

projets de la Banque et à développer ce secteur privé dans un environnement décentralisé, deux axes clés du développement des compétences et de la promotion de l'emploi et de la création d'entreprise.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	1.7	0.3	2.2	3.4
Croissance du PIB réel par habitant	-0.5	-2.0	-0.2	1.0
Inflation	12.3	12.5	12.0	11.7
Solde budgétaire (% PIB)	-14.6	-10.7	-10.3	-9.9
Compte courant (% PIB)	-2.4	-3.4	-4.1	-4.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ÉTHIOPIE

- La forte croissance de l'économie éthiopienne en 2014/15, estimée à 10.2 %, devrait se poursuivre en 2016 et 2017 grâce aux investissements publics, qui devraient limiter les contraintes liées aux infrastructures et soutenir la transformation structurelle de l'économie.
- L'Éthiopie a souffert d'une grave sécheresse en 2015, ce qui nécessite une aide alimentaire et non alimentaire d'urgence en 2016 et crée une pression inflationniste, alors que le risque de surendettement public s'est accru en raison d'emprunts non concessionnels croissants et d'exportations insuffisantes en 2014/15.
- La population urbaine, qui augmente au rythme de 3.8 % par an, devrait atteindre 42.3 millions d'habitants en 2037, ce qui pourrait poser d'importants problèmes de développement s'y l'on n'y remédie pas.

L'Éthiopie a enregistré une croissance économique à deux chiffres d'une moyenne de 10.8 % depuis 2005, que l'on doit principalement au développement emmené par le secteur public. Selon les estimations, le produit intérieur brut (PIB) a bondi de 10.2 % au cours de l'exercice 2014/15. L'agriculture, les services et l'industrie ont représenté respectivement 38.8 %, 46.6 % et 15.2 % du PIB réel. Les investissements publics devraient continuer à stimuler la croissance à court et moyen terme, la priorité étant donnée à d'énormes investissements dans les infrastructures et le développement de parcs industriels afin de limiter les obstacles à la transformation structurelle, qui doit encore se mettre en place pour donner une place importante à l'industrie dans l'économie.

La politique budgétaire est restée prudente, se concentrant essentiellement sur l'accroissement des dépenses en faveur des pauvres et des secteurs propices à la croissance ainsi que sur un meilleur recouvrement des recettes fiscales. La politique monétaire a pour principal objectif de veiller à la stabilité du taux de change et de maintenir l'inflation sous la barre des 10 %, en dépit d'une tendance haussière, atteignant 10.1 % en décembre 2015. Même si le pays a poursuivi une politique de gestion saine de sa dette, les indicateurs ont signalé une dégradation de l'endettement, passé d'un niveau faible à modéré en 2015 selon l'analyse de viabilité de la dette de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). En outre, les mauvais résultats et la volatilité des revenus d'exportation ainsi que la demande d'importations toujours plus forte ont creusé le déficit commercial.

En 2015, l'Éthiopie a connu l'une de ses pires sécheresses depuis 30 ans en raison du phénomène climatique El Niño, ce qui a entraîné la perte des récoltes et une pénurie de fourrage pour le bétail. Quelque 10.2 millions de personnes ont été touchées par cette sécheresse et auront besoin d'une aide alimentaire et non alimentaire d'urgence en 2016.

L'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigéria, mais aussi le moins urbanisé avec un taux de 19 % seulement, ce qui est bien inférieur à la moyenne subsaharienne (37 %). La population urbaine a augmenté à un rythme moyen de 3.8 % par an depuis 2005 et devrait tripler entre 2012 et 2037, passant de 15.2 millions à 42.3 millions d'habitants. Cela pourrait poser d'importants problèmes de développement si cette question est laissée en déshérence. Depuis 2004/05, les autorités se concentrent surtout sur l'expansion du logement, la réhabilitation des bidonvilles, la création d'infrastructures et la promotion des petites entreprises urbaines.

### Indicateurs macroéconomiques

	2013/14	2014/15(e)	2015/16(p)	2016/17(p)
Croissance du PIB réel	10.3	10.2	8.1	7.7
Croissance du PIB réel par habitant	7.7	7.7	5.6	5.2
Inflation	8.1	7.7	7.4	8.9
Solde budgétaire (% PIB)	-2.6	-2.0	-1.3	-0.8
Compte courant (% PIB)	-10.9	-14.6	-8.4	-9.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GABON

- Estimée à 4.2 % en 2015, la croissance reste vigoureuse, malgré la chute des cours des hydrocarbures, qui a réduit les recettes fiscales.
- Le pays a poursuivi en 2015 la mise en place de réformes, liées entre autres à la rationalisation de la gestion des primes de performance de la fonction publique.
- La population gabonaise, 1.8 million d'habitants, étant très majoritairement urbaine, des efforts de mise à niveau de l'habitat sont entrepris, en même temps que des mesures pour stimuler les zones rurales.

La croissance reste relativement forte, malgré l'impact de la baisse des cours des hydrocarbures, avec un taux qui s'est maintenu autour de 4.4 % en 2014 selon les autorités, estimé à 4.2 % en 2015 et 4.5 % en 2016. Par la suite, un rythme de croissance supérieur à 5 % devrait se poursuivre jusqu'en 2020. L'économie reste dominée par la production d'hydrocarbures. Néanmoins, d'autres secteurs tels que le manganèse et la transformation du bois continuent à jouer un rôle majeur. Les perspectives récentes comme les projections futures montrent que le secteur hors pétrole connaît une plus forte croissance que les hydrocarbures. La nécessaire diversification de l'économie est portée par les politiques publiques. Cependant, les recettes fiscales ont affiché une nette baisse en 2015, en raison de la chute des cours de pétrole et d'une légère baisse de la production pétrolière.

La conjoncture pousse les autorités gabonaises à accélérer les programmes de réformes en cours. Ces mesures portent notamment sur la rationalisation des primes de performance versées aux agents de la fonction publique, dans une optique de plus grande maîtrise des coûts salariaux et d'amélioration des services publics. En parallèle, l'État a fait des arbitrages budgétaires importants au niveau de ses dépenses de fonctionnement, afin de maintenir l'investissement public à hauteur de 22 % des recettes dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), tout en maintenant une politique sociale volontariste. Enfin, les autorités visent à augmenter les recettes fiscales en élargissant l'assiette des impôts et en modernisant les procédures de déclaration et de paiement des taxes.

Le Gabon, fortement urbanisé, voit la part de ses citoyens augmenter. Les quatre grandes villes du pays, Libreville, Port-Gentil, Franceville et Oyem n'abritent en 2015 pas moins de 86 % de la population. Libreville, la capitale, compte près de 800 000 habitants, soit la moitié de la population totale du Gabon. La densité hors agglomération, inférieure à 2 habitants au km<sup>2</sup>, est en revanche similaire à celle des pays désertiques sahéliens. Les politiques d'habitat visent à lutter contre le logement précaire, à simplifier la législation tout en améliorant le parc immobilier et les conditions de salubrité en milieu urbain. Par ailleurs, l'ambitieux programme de développement agricole en cours, la Gabonaise des réalisations agricoles et des initiatives des nationaux engagés (GRAINE), comprend l'aménagement de 3 000 km de pistes menant aux plantations, l'intégration d'environ 1 600 villages au plan de développement des infrastructures de base ainsi que l'implication de 30 000 familles dans la constitution de coopératives agricoles. Ce programme vise à lutter contre l'exode rural, à promouvoir l'emploi des jeunes, à créer 15 000 à 20 000 emplois ainsi qu'à tripler la production agricole. Il devrait avoir un fort impact sur l'habitat rural, car il encourage les populations participantes à s'installer sur un espace de terres agricoles réservé.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.4	4.2	4.5	5.1
Croissance du PIB réel par habitant	2.1	2.0	2.3	2.9
Inflation	3.2	1.2	2.4	2.4
Solde budgétaire (% PIB)	2.7	-2.7	-4.6	-2.3
Compte courant (% PIB)	8.3	-6.1	-9.6	-4.1

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GAMBIE

- Après une progression faible en 2014 (0.9 %), la croissance devrait rebondir à 4.7 % en 2015 et pourrait dépasser 5 % en 2016 si l'État met en œuvre les réformes politiques appropriées.
- La détérioration de l'équilibre budgétaire s'est poursuivie en 2015 et les réserves de change se sont retrouvées sous pression ; le financement du fort déficit anticipé pour 2016 (9.3 % du PIB) entraîne également des dérapages politiques qui assombrissent les perspectives économiques.
- Près de la moitié de la population de la Gambie réside en zone urbaine, et l'urbanisation sauvage progresse rapidement, confrontant le pays à d'importants défis socioéconomiques et environnementaux.

Les performances économiques de la Gambie ont pâti de plusieurs chocs externes. L'impact de l'épidémie régionale d'Ebola sur le tourisme, l'arrivée tardive des pluies estivales en 2014, ainsi que la faiblesse de la mise en œuvre des politiques économiques ont conduit à une contraction du produit intérieur brut (PIB) réel, dont le taux de croissance s'est établi à 0.9 % en 2014, bien en deçà des 7 % initialement estimés. La croissance devrait rebondir à 4.7 % en 2015, puis 5.5 % en 2016 sous l'effet de la reprise du tourisme et du secteur agricole.

Le pays a connu de forts déséquilibres budgétaires dus aux dérapages politiques qui ont perduré ces dernières années et aux difficultés financières des entreprises publiques. Des niveaux de dépenses plus élevés que prévu ont alourdi le déficit budgétaire global, qui est passé de 4.4 % du PIB en 2012 à 11.0 % en 2014 et environ 9.6 % en 2015. Le financement de ce déficit repose largement sur l'emprunt intérieur, tant il est difficile de mobiliser des ressources extérieures. Le taux d'intérêt des emprunts d'État à un an a ainsi augmenté de 10 points de pourcentage depuis la mi-2013, pour atteindre 21.9 % en novembre 2015, et l'encours de la dette s'est établi à 108 % du PIB à la fin 2015, contre un peu moins de 70 % à la fin 2010. Par conséquent, le paiement des intérêts de la dette du secteur public a absorbé 40 % des recettes publiques en 2015, en hausse par rapport aux 25 % de 2013. Les perspectives pour 2016 sont assombries par les dérapages politiques dus au financement d'un déficit de nouveau élevé, à 9.3 % du PIB. En parallèle, une crise importante de la balance des paiements a entraîné une réduction des réserves de change de la Gambie, qui ne couvraient plus que trois mois d'importations au début 2016, contre six mois à la fin 2012. L'inflation s'est établie autour de 6.5 % à la fin 2015, en hausse par rapport à 2013, où elle était d'environ 5.3 %.

Bien que l'urbanisation présente d'immenses opportunités en Gambie, elle a été perçue comme un risque au cours des dernières décennies. L'urbanisation sauvage et rapide en est la principale raison. Elle a en effet entraîné des inondations à grande échelle et créé d'autres dangers environnementaux, tout en pesant sur les services sociaux. Près de 50 % de la population du pays vit en zone urbaine. L'urbanisation n'a pour l'instant jamais été encadrée par une politique ou une stratégie globale, en dépit de la contribution importante des zones urbaines à l'économie et à l'emploi. Elle est largement poussée par un exode rural élevé et une forte croissance démographique. L'absence de cadres politiques adaptés et la faiblesse des institutions ont considérablement dégradé le potentiel de l'urbanisation et la gestion des risques qui en découlent.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	0.9	4.7	5.5	5.6
Croissance du PIB réel par habitant	-2.4	1.5	2.3	2.4
Inflation	6.3	6.5	5.5	5.5
Solde budgétaire (% PIB)	-11.0	-9.6	-9.3	-6.1
Compte courant (% PIB)	-17.7	-20.0	-15.0	-10.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GHANA

- Après s'être ralentie, de 4.0 % en 2014 à 3.7 % en 2015, la croissance économique du Ghana devrait repartir à la hausse pour atteindre 5.8 % en 2016 et 8.7 % en 2017, grâce au renforcement de la stabilité macro-économique et aux mesures prises pour résoudre la crise énergétique qui paralyse le pays.
- Les politiques de rigueur monétaire et budgétaire mises en place en 2015 devraient être maintenues en 2016, conformément aux réformes d'assainissement engagées par le Ghana en prévision des élections nationales de la fin 2016.
- Le pays continue d'être confronté à une urbanisation rapide qui a créé un certain nombre de contraintes pour le développement durable, en particulier dans le domaine des infrastructures d'assainissement et de transport.

En 2015, la croissance de l'économie ghanéenne est ressortie à 3.7 % (estimation), en recul par rapport aux 4 % de 2014. Ce ralentissement est imputable à divers problèmes économiques, pour l'essentiel déjà présents en 2014 : trois ans de crise énergétique, accroissement du déficit budgétaire et de la dette publique, important déficit du secteur extérieur et baisse imprévisible des cours mondiaux pour les exportations de pétrole et d'or du pays. Le secteur des services a été le principal moteur de la croissance. Le secteur industriel a, lui aussi, affiché un taux de croissance positif, à 9.1 %. À moyen terme, on prévoit une reprise de l'activité, avec un taux de croissance de 5.8 % en 2016 et de 8.7 % en 2017. La reprise de la croissance économique prévue pour 2016/17 dépend de la poursuite des mesures d'assainissement budgétaire, de la résolution rapide de la crise énergétique, de l'entrée en production de deux nouveaux puits de pétrole et de l'amélioration des productions de cacao et d'or.

En 2015, le Ghana a maintenu sa politique de rigueur monétaire et budgétaire. Le programme d'assainissement des finances publiques avait pour objectif de faire face aux pressions de la demande principalement exacerbées par la masse salariale et le service de la dette publique, qui absorbent l'essentiel des recettes non affectées. La politique monétaire de 2015 a été encore durcie par des mesures visant à contenir la hausse de l'inflation et la dépréciation de la monnaie nationale. Pour remédier à ces problèmes, le Ghana a conclu en avril 2015 un accord triennal avec le Fonds monétaire international (FMI) reposant sur une Facilité élargie de crédit (FEC), passant avec succès deux revues conduites au titre du programme. Grâce à l'assainissement des finances publiques, les conclusions des revues devraient également être satisfaisantes en 2016. Les élections nationales auront lieu fin 2016. Il est essentiel que le scrutin se déroule de façon paisible et transparente pour garantir la continuité de l'action publique et conforter la réputation de modèle démocratique du pays, en particulier après les élections présidentielles de 2012, dont le résultat avait été vivement contesté par l'opposition qui avait déposé un recours devant la justice.

En 2010, plus de la moitié des Ghanéens vivaient dans des zones urbaines (agglomérations d'au moins 5 000 habitants), contre 30 % à l'indépendance, en 1957. Le taux d'urbanisation devrait passer à 72 % en 2035. Si les disparités entre zones rurales et urbaines sont encore importantes, certains signes indiquent que les villes sont confrontées à d'énormes problèmes liés à l'occupation des sols, aux infrastructures et aux prestations de services (plus particulièrement dans les domaines du logement, de l'assainissement et des transports), ainsi qu'à l'absence d'emplois rémunérateurs et productifs, surtout pour les jeunes. Le principal défi a été de garantir un aménagement, une coordination et une planification de l'espace ordonnés et durables et de faire en sorte que les autorités métropolitaines et municipales puissent s'assurer des ressources suffisantes pour financer les infrastructures et les services.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.0	3.7	5.8	8.7
Croissance du PIB réel par habitant	1.6	1.4	3.5	6.4
Inflation	17.0	17.2	10.2	7.9
Solde budgétaire (% PIB)	-6.4	-5.7	-5.0	-3.9
Compte courant (% PIB)	-9.5	-8.2	-7.7	-6.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GUINÉE

- La fin de l'épidémie Ebola en décembre 2015 laisse un pays exsangue, avec une croissance quasi-nulle, un déficit budgétaire de plus de 7 % du PIB et de fortes contraintes de capacités pour accélérer les réformes indispensables à la relance du développement et à la transformation structurelle de l'économie.
- Les progrès tardent à se concrétiser dans les secteurs sociaux, alors que la pauvreté s'accroît, exacerbée par l'impact négatif d'Ebola sur les activités génératrices de revenus, ainsi que par les dépenses liées aux élections présidentielles.
- Face à une urbanisation accélérée et mal contrôlée, les pressions sociales deviennent plus fortes et la mise en œuvre de la Politique nationale de l'habitat (Vision habitat 2021) constitue l'une des priorités nationales qui devrait mettre les jeunes au centre des défis et des enjeux.

Pour la troisième année consécutive, la Guinée a enregistré en 2015 un bilan économique en forte régression, avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) estimée à 0.1 % en termes réels (soit une baisse du PIB par habitant de 2.7 %), contre 1.1 % en 2014 et 2.3 % en 2013. En cause : l'épidémie Ebola qui a frappé la sous-région, notamment la Guinée, la Sierra-Léone et le Libéria, entre décembre 2013 et décembre 2015. L'attentisme lié à l'élection présidentielle du 11 octobre 2015 y a également contribué, ainsi que la conjoncture économique internationale défavorable, qui se traduit notamment par une baisse des cours des produits d'exportation.

Outre cette baisse drastique de la croissance, le pays a connu un relâchement de la discipline budgétaire, lié notamment à l'accroissement des dépenses d'investissement dans les secteurs des infrastructures (routes, énergie, etc.). Conjugués à la faible mobilisation des recettes, intérieures et extérieures, cela a conduit à une aggravation du déficit budgétaire (7.5 % du PIB en 2015 contre 4.1 % en 2014), ainsi qu'à une réduction des avoirs extérieurs en devises (équivalent de 2 mois d'importations, contre 4 mois en 2013). Alors que de bonnes performances ont été enregistrées depuis 2011 dans la mise en œuvre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) du Fonds monétaire international (FMI), la plupart des critères de performances et objectifs indicatifs de l'année 2015 n'ont pas été atteints.

Néanmoins, les perspectives de développement devraient s'améliorer à partir de 2016 grâce à l'apaisement du climat politique et à la déclaration de la fin de l'épidémie Ebola, le 29 décembre 2015. En outre, l'engagement du gouvernement à redresser la situation macroéconomique et la forte amélioration de l'offre d'électricité, grâce à la mise en service du barrage hydro-électrique de Kaleta, contribueront à améliorer le cadre des affaires. Ainsi, à partir de 2016, le pays devrait renouer avec la croissance, avec un taux de 4.0 % en termes réels en 2016 et de 4.8 % en 2017.

À l'instar de nombreux autres pays en développement, la Guinée est confrontée à des défis majeurs liés à son urbanisation. En 2014, la population urbaine était évaluée à 3.7 millions d'habitants, soit 34.7 % de la population totale, contre 30.6 % en 1996. La croissance de la population urbaine résulte d'un accroissement naturel de la population, de l'exode rural et de la transformation des périphéries des centres urbains. Les villes ont évolué avec une accentuation du déséquilibre de l'armature urbaine, confirmant le poids prépondérant de la capitale qui comptait 1 667 864 en 2014 (15.7 % de la population du pays). Au nombre des principaux défis à relever, il faut noter le chômage des jeunes, l'aggravation de la pauvreté urbaine (l'incidence est passée de 23.5 % en 2002/03 à 30.5 % en 2007 et 35.4 % en 2012) et l'offre insuffisante de services publics de base, dont l'éducation, la santé, la sécurité et l'habitat décent.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	1.1	0.1	4.0	4.8
Croissance du PIB réel par habitant	-1.6	-2.7	1.3	2.1
Inflation	9.7	8.0	8.5	8.8
Solde budgétaire (% PIB)	-4.1	-7.5	-5.0	-4.6
Compte courant (% PIB)	-26.1	-23.6	-28.4	-25.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GUINÉE-BISSAU

- Malgré un taux de croissance de 4.8 % estimé en 2015 et des projections à 5.7 % en 2016 et 6.2 % en 2017, les perspectives demeurent fragiles car fortement dépendantes du climat sociopolitique, de la performance du secteur de la noix de cajou et de la continuité des réformes.
- Les réformes ont connu des avancées notables grâce à une meilleure prise en compte des priorités de développement du pays. Cependant, la capacité de l'État à poursuivre et renforcer sa gestion des finances publiques sera déterminante pour un redressement à moyen terme.
- La ville de Bissau est le pôle d'attraction économique principal du pays. Toutefois, dans la perspective d'une croissance inclusive, les politiques publiques se doivent de dynamiser les villes secondaires et œuvrer pour le développement économique et social des campagnes.

Le retour à l'ordre constitutionnel en 2014 permet à la Guinée-Bissau d'améliorer sa situation socio-économique et de reprendre le chemin de la croissance. Après trois années de marasme dû au coup d'État de 2012, le pays retrouve un taux de croissance important, à 4.8 % en 2015. Il n'était que de 0.8 % en 2013 et s'est établi à 2.7 % en 2014. La reprise économique est portée par une bonne campagne de commercialisation de la noix de cajou et par une récolte agricole vivrière en nette augmentation, mais aussi par le regain de confiance du secteur privé, la reprise des réformes du secteur public (notamment l'assainissement des finances publiques) et le retour des bailleurs de fonds, comme l'illustre le succès de la table ronde des partenaires tenue à Bruxelles en mars 2015. Cependant, l'année 2015 a aussi connu des soubresauts politiques pouvant mettre à mal la croissance projetée et la viabilité des réformes en cours. La situation politique, ainsi que les aléas climatiques pouvant peser sur le secteur primaire, constituent les principaux risques pour la croissance à court terme. En supposant la résolution des tensions politiques actuelles, une pluviométrie similaire à 2015 et le maintien du cap des réformes engagées, la croissance est estimée à 5.7 % en 2016 et à 6.2 % en 2017.

Par rapport aux années précédentes, l'année 2015 a été marquée par une hausse considérable des recettes et des dépenses. Durant la période de transition, la gestion des finances publiques s'était fortement détériorée. Avec la création de comités de trésorerie et le renforcement de certains postes au niveau des douanes, les autorités ont pu, courant 2015, améliorer tant la gestion que l'administration de l'impôt. Même si de grands chantiers sont encore nécessaires pour pérenniser les avancées obtenues depuis la fin de la période de transition, ces améliorations ont permis un meilleur fonctionnement de l'État (salaires payés à temps, apurement des arriérés de salaires, etc.). Ainsi, le taux de pression fiscale est passé de 8.7 % en 2014 à 10.5 % en 2015. Quant au solde budgétaire global, il se situe à -2.2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2015. Le solde primaire, lui, est à -1.6 %. En 2015, l'inflation, appréciée à travers l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), est estimée à 1.5 %, sur fond de reprise de la demande.

La situation sociale et du développement humain ne s'est que très peu améliorée par rapport à 2014. Si la consolidation des finances publiques et le soutien des partenaires techniques et financiers ont permis une meilleure prise en charge dans les secteurs de l'éducation et de la santé, la situation globale demeure préoccupante. Le pays détient l'un des plus bas indicateurs de développement humain (IDH) et les données de la nouvelle enquête par grappe à indicateurs multiples (MICS IV) mettent en exergue des carences importantes en termes de développement humain. Ces insuffisances sont d'autant plus marquées pour les femmes et les populations rurales.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	2.7	4.8	5.7	6.2
Croissance du PIB réel par habitant	0.2	2.4	3.4	3.8
Inflation	1.9	1.5	2.1	1.8
Solde budgétaire (% PIB)	-2.1	-2.2	-2.7	-3.1
Compte courant (% PIB)	-1.3	1.5	-2.4	-2.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## GUINÉE ÉQUATORIALE

- Le PIB s'étant contracté de -10.2 % en 2015, en raison de la chute du prix du pétrole, les dernières estimations prévoient une récession de -8 % pour l'année 2016.
- Le gouvernement, conscient des déséquilibres financiers, a pris d'importantes mesures en mai 2015 pour réduire de moitié l'investissement public et de manière drastique les coûts de fonctionnement de l'État.
- Dans un contexte de forte dépendance à l'égard des hydrocarbures, les recettes pétrolières ont permis de réaliser les changements structurels de ces 15 dernières années, avec une politique de l'habitat qui s'est soldée par la construction de logements ainsi qu'un meilleur accès à l'eau et l'électricité.

La Guinée équatoriale fait face à une récession, provoquée par la chute du cours du pétrole depuis juillet 2014. La production de pétrole et de gaz est tombée à environ 165 000 barils par jour en 2015, une baisse d'environ 10 % par rapport à 2014. L'économie non pétrolière, bien qu'en croissance relative par rapport au reste de l'économie, se trouve en décroissance. Évaluée à -10.2 % en 2015, la récession devrait se poursuivre jusqu'en 2020, en raison des perspectives défavorables d'évolution du cours du pétrole brut. Difficiles à quantifier, les arriérés intérieurs accumulés par l'État, en lien avec les investissements publics, réduisent l'espace budgétaire et affectent la croissance de l'économie hors pétrole.

En raison de l'importance des hydrocarbures (90 % du PIB, 87 % des recettes fiscales et 89 % des exportations), la chute des cours du pétrole s'est répercutée sur les dépenses d'investissement public, moteur de la croissance. Ces dernières, avec 1 951 milliards de francs CFA (XAF) en 2015, représentent 86 % du total des dépenses publiques. La Loi de finances rectificative de mai 2015 ayant tablé sur un baril à 40 dollars américains (USD), la baisse continue du prix du pétrole, proche de 30 USD par baril en janvier 2016, risque d'exacerber les tensions budgétaires. Des mesures importantes ont été annoncées pour optimiser les recettes, par le biais d'une réforme de la fiscalité et la réduction des exonérations. De même, les dépenses sont réduites, via la maîtrise des coûts de fonctionnement de l'État. Par ailleurs, les autorités ont manifesté leur volonté de revenir à des budgets équilibrés dans les prochaines années, en accord avec la deuxième phase du Programme national de développement économique et social (PNDES) 2013-17, qui prévoit moins d'investissements publics.

La politique volontariste en matière d'urbanisation et d'amélioration de l'habitat reste ambitieuse. La ville nouvelle de Djibloho, dans le centre de la partie continentale du pays, sera achevée dans le cadre de la politique de regroupement des populations dans les principales villes – Malabo, Bata, Mongomo, Ebebiyin, Evinayong et Luba. Les schémas directeurs routiers, d'habitat et d'infrastructures sociales ont été conçus dans une optique complémentaire, afin d'améliorer la qualité de vie urbaine en jouant sur les économies d'échelle. L'exécution de ces plans devra prendre en compte la baisse des recettes pétrolières.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	2.3	-10.2	-8.0	-3.4
Croissance du PIB réel par habitant	-0.7	-13.2	-10.9	-6.3
Inflation	4.3	3.6	2.6	2.3
Solde budgétaire (% PIB)	-6.8	-6.9	-7.3	-9.0
Compte courant (% PIB)	-10.0	-7.1	-2.3	-1.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## KENYA

- La croissance du PIB réel a été de 5.3 % en 2014 ; les estimations pour 2015 et les prévisions pour 2016 et 2017 tablent sur une expansion économique de 5.5 %, 6.0 % et 6.4 % respectivement.
- En 2014 et 2015, l'économie a bénéficié d'un environnement macroéconomique stable, avec une inflation à un seul chiffre, en dépit d'une dépréciation de 10 % de la monnaie en 2015. Sur la même période, la vie politique a été dominée par des appels à réformer la Constitution afin d'augmenter les finances des 47 administrations des comtés.
- Dans le futur proche, le Kenya devrait connaître une urbanisation rapide.

En 2014, la croissance du PIB, à 5.3 %, est restée solide. L'expansion de l'activité manufacturière, des secteurs de la construction, des finances, des assurances, des technologies de l'information et de la communication ainsi que du commerce de gros et de détail a consolidé le PIB. Même si l'économie a ralenti durant le premier semestre 2015, on estime qu'en fin d'année la croissance devrait atteindre 5.5 %. Comme le montre le tableau ci-dessous, les perspectives de croissance du PIB global sont de 6.0 % pour 2016 et de 6.4 % pour 2017. Les prévisions d'inflation, mesurées par l'indice des prix à la consommation (IPC), restent stables à environ 6.0 % sur la même période. Les prévisions de croissance positive à court ou moyen terme se fondent sur les hypothèses suivantes : augmentation de la pluviométrie ; renforcement de la production agricole ; stabilité de l'environnement macroéconomique et du shilling kenyan (KES) ; maintien de la baisse du cours mondial du pétrole ; amélioration de la sécurité qui stimulera le tourisme ; et réformes en matière de gouvernance et de justice.

En 2015, deux événements ont principalement animé la vie politique du pays : l'appel du parti d'opposition, la Coalition pour la réforme et la démocratie (*Coalition for Reforms and Democracy - CORD*) à réformer la Constitution et la demande formulée par les comtés pour une hausse des transferts financiers de l'État à 45 % contre 15 % actuellement.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.3	5.5	6.0	6.4
Croissance du PIB réel par habitant	2.6	2.9	3.4	3.8
Inflation	6.9	6.0	6.0	5.2
Solde budgétaire (% PIB)	-5.7	-8.8	-8.2	-6.3
Compte courant (% PIB)	-10.0	-7.9	-6.3	-6.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## LESOTHO

- Si la croissance est restée soutenue pendant quatre ans, à 4.3 % par an en moyenne, elle a ralenti à environ 3.4 % en 2015, essentiellement à cause d'une baisse de régime dans les secteurs de la construction et des industries manufacturières ; elle devrait rester modérée en 2016 et 2017.
- Compte tenu du caractère non inclusif de la croissance, le chômage, la pauvreté et les inégalités sont généralisés.
- Face au rythme d'urbanisation trop rapide, les autorités n'ont pas été en mesure de fournir les services requis, et les conditions de vie insoutenables pour une grande partie de la population urbaine demeurent un problème critique.

Au Lesotho, la croissance économique s'est ralentie pour s'établir à un taux estimé de 3.4 % en 2015, contre 3.6 % en 2014. Elle devrait rester faible, à 2.6 % en 2016 et 2.9 % en 2017. En 2015, la croissance a été freinée de façon significative par le faible taux d'exécution du budget d'investissement public qui a fortement pénalisé le secteur de la construction et d'autres secteurs interdépendants, éminemment tributaires des dépenses publiques. La faible croissance du secteur manufacturier et les effets du ralentissement de la croissance de l'économie sud-africaine ont également entravé la croissance.

En dépit des performances économiques solides du pays au cours des années récentes (2010-14), la croissance continue à faire des exclus, de sorte qu'une grande partie de la population vit encore dans une grande indigence. Le chômage demeure élevé, à 24 %, et le coefficient de Gini (0.5) atteste d'inégalités importantes. En prenant pour base le chiffre de 1.25 USD par jour pour mesurer le taux de pauvreté dans le pays, on constate que l'extrême pauvreté touche 56.2 % de la population. Les efforts visant à promouvoir une croissance inclusive sont mis en échec par la forte prévalence du VIH (22.9 % de la population totale) et par l'instabilité des recettes versées par l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU), qui finance 50 % du budget.

Un afflux massif d'habitants des campagnes vers les villes a entraîné une urbanisation rapide. Cet exode rural a été déclenché par de multiples facteurs, notamment le changement climatique qui a entraîné une baisse de la productivité agricole et les inégalités spatiales, qui font que les zones urbaines offrent souvent plus de services et de perspectives économiques. Sachant que la population urbaine est estimée à 22.8 % de la population totale et qu'elle augmente de 37 % tous les dix ans, cette situation est insoutenable. La croissance de la population urbaine a été trop rapide pour permettre aux autorités de fournir des services sociaux adaptés, ce qui a souvent entraîné d'autres difficultés : amoncellement des déchets, pollution des plans d'eau, logement et d'infrastructures sociales et économiques insatisfaisants. Pour que l'urbanisation reste viable, les responsables publics doivent imaginer des politiques novatrices et s'engager à les mettre en œuvre. Le gouvernement prévoit de relier des pôles de croissance urbains à l'économie rurale. Par ailleurs, sa volonté de mettre en œuvre des initiatives d'adaptation au changement climatique est louable.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.6	3.4	2.6	2.9
Croissance du PIB réel par habitant	2.4	2.2	1.4	1.7
Inflation	5.3	3.8	3.9	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	-2.5	0.6	-3.1	-5.5
Compte courant (% PIB)	-10.6	-8.4	-6.5	-15.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## LIBÉRIA

- La chute des cours des matières premières et les répercussions de l'épidémie d'Ebola ont donné un coup d'arrêt à la croissance économique du Libéria, tombée à 0.4 % en 2015, mais la production d'or et la reprise des projets d'infrastructure publique favoriseront une timide reprise en 2016 (2.8 %).
- Compte tenu du ralentissement de la croissance des recettes, du resserrement des plafonds d'emprunt et de la masse salariale élevée, il est impératif d'aligner les dépenses et l'emprunt sur les priorités de développement avant la tenue des élections présidentielles de 2017.
- L'augmentation rapide de la population à Monrovia impose un renforcement des politiques urbaines pour décongestionner la ville et améliorer la qualité de vie dans les quartiers informels, ainsi qu'un effort constant pour créer de nouvelles opportunités économiques dans les zones rurales.

Le Libéria traverse une mauvaise passe, après deux chocs majeurs subis l'an dernier. Le pays se remet de l'épidémie d'Ebola qui, combinée à la chute des cours internationaux du minerai de fer et du caoutchouc – deux produits d'exportation qui sont les moteurs de croissance traditionnels du Libéria – a mis à mal la croissance économique, tombée à 0.4 % en 2015. Les projets d'infrastructure publique et le démarrage de la production d'or favoriseront une reprise de la croissance du PIB estimée à 2.8 % en 2016, mais le retrait de la force de maintien de la paix des Nations Unies entraînera une réduction de la demande de services et contraindra l'État à assumer l'entière responsabilité de la sécurité, y compris sur le plan financier.

Face au ralentissement de la croissance de ses recettes et au resserrement des plafonds d'emprunt, le Libéria devra redoubler d'efforts pour contenir la masse salariale et aligner les dépenses et l'emprunt sur les priorités de développement avant la tenue des élections présidentielles de 2017. La production d'énergie va progressivement augmenter jusqu'en 2018, mais la gestion du secteur devra être améliorée pour rentabiliser au maximum les investissements considérables et soutenir les prestations de services. L'amélioration progressive des infrastructures sera un élément crucial pour favoriser la croissance économique, mais il faudra mettre davantage l'accent sur l'amélioration de l'environnement des affaires pour diversifier l'économie et promouvoir une croissance inclusive. Les groupes de travail sur l'agriculture et l'industrie manufacturière privilégient les interventions visant à rendre l'environnement plus favorable au développement des entreprises, à accroître la création de valeur ajoutée et à attirer des investissements vers les secteurs non extractifs.

L'expansion rapide de la ville de Monrovia appelle à une attention plus grande pour les questions de gouvernance urbaine afin de soutenir la croissance et d'améliorer la qualité de vie des populations. Les infrastructures inadéquates et l'absence de planification ont entraîné une multiplication des établissements humains informels, un manque d'accès aux services de base et des encombrements. Le réseau routier urbain et l'approvisionnement en eau se développent, toutefois leur niveau de départ était insignifiant. L'accroissement des opportunités économiques en dehors de Monrovia contribuera à réduire l'exode rural. On note une volonté croissante de déconcentrer les services et de développer les infrastructures en zones rurales, mais ce processus prendra plusieurs années.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	0.7	0.4	2.8	4.4
Croissance du PIB réel par habitant	-1.7	-2.0	0.3	1.9
Inflation	9.9	7.7	7.0	7.5
Solde budgétaire (% PIB)	-2.9	-9.9	-5.6	-5.7
Compte courant (% PIB)	-24.1	-36.9	-32.0	-29.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## LIBYE

- Le PIB libyen s'est contracté de 6.0 % en 2015, mais si le conflit était réglé rapidement et si la production pétrolière reprenait sans tarder, la croissance économique pourrait repartir promptement.
- Les perspectives de formation d'un gouvernement unitaire sont meilleures, mais les villes côtières de Syrte et de Derna restent contrôlées par l'État islamique.
- La politique urbaine adoptée dans les années 1970 a produit des effets positifs sur la transformation structurelle, en particulier sous l'impulsion du dynamisme industriel de villes comme Tobrouk, Misrata, Zaouïa, El Beïda et Derna.

Avec plusieurs mois de retard, la Chambre des représentants a été élue en juin 2014, remplaçant le Congrès général national (CGN), qui était l'organe législatif de la Libye depuis juillet 2012. Cette élection a été contestée par les factions islamistes, lesquelles ont ensuite rappelé le CGN à Tripoli au mois d'août. Il existe par conséquent deux gouvernements rivaux en Libye : l'un lié à la Chambre des représentants, qui est le gouvernement reconnu par la communauté internationale, et l'autre au CGN. Cette situation témoigne du chaos administratif et bureaucratique qui règne dans le pays.

Les Nations Unies et les partenaires humanitaires estiment que 4.35 millions de personnes, soit près de la moitié de la population du pays, sont affectées par le conflit armé. Les divisions politiques et les combats intenses qui font rage depuis août 2014 entre milices rivales ont causé des centaines de morts et déplacé plus de 435 000 personnes. La plupart des déplacés vivent dans les centres urbains, au sein de communautés d'accueil, et à peine plus de 100 000 d'entre eux ont trouvé refuge dans des centres collectifs à ciel ouvert ou dans des bâtiments comme des écoles ou des entrepôts vides. C'est à Benghazi, Al Djabal al Gharbi, Al-Zawiya, Tripoli et Misrata que l'on dénombre le plus de déplacés. En outre, à Tripoli comme dans tout le pays, le conflit perturbe gravement la fourniture et l'accessibilité des biens et services de base, tout particulièrement les soins de santé, l'approvisionnement alimentaire, le logement, l'eau salubre, l'assainissement et l'éducation.

La situation désastreuse au plan politique et sécuritaire a eu de graves conséquences sur l'économie, les finances publiques et les réserves officielles en 2015. En raison des affrontements incessants autour des sites pétroliers entre les tribus et les milices associées aux différentes factions politiques, la production et les exportations pétrolières se sont comprimées de plus des deux tiers par rapport à leur niveau d'avant la crise. En 2015, le pays a produit, en moyenne, 400 000 barils par jour (bpj), contre 1.8 million en 2010. Par conséquent, selon les estimations, le PIB s'est contracté de 6.0 % en 2015, alors qu'il s'était replié de 23.5 % en 2014 et qu'il devrait, selon les prévisions, afficher un recul de 0.8 % en 2016 si la sécurité dans le pays ne s'améliore pas.

Après plusieurs tentatives, les efforts déployés par la communauté internationale pour parvenir à une feuille de route faisant consensus ont abouti en décembre 2015, lorsque les factions se sont entendues sur un gouvernement d'unité nationale lors d'une réunion organisée par les Nations Unies en Tunisie. Un gouvernement d'union nationale a ainsi été annoncé le 19 janvier 2016, et 32 ministres ont été proposés. Cependant, la Chambre des représentants a rejeté ce gouvernement d'unité appuyé par les Nations Unies car il comptait trop de ministres, et a demandé au Conseil présidentiel basé à Tunis de proposer sous 10 jours un cabinet resserré. Une liste de ministres révisée et raccourcie a été soumise le 15 février, mais, à la fin du mois, aucun accord n'avait encore été trouvé.

En 2016, la situation économique du pays dépendra, dans une large mesure, de l'installation du gouvernement d'unité nationale et de la stabilisation sur le plan de la sécurité. Dans ce contexte, le redressement économique prendra du temps, en particulier dans le secteur pétrolier. En 2017, la mise en œuvre d'un programme de réformes de grande ampleur pourrait libérer un potentiel de croissance substantiel et se traduire par des améliorations significatives du solde budgétaire et du solde des opérations courantes. Les réserves officielles de la Libye s'en trouveraient stabilisées, et ces avancées contribueraient à instaurer un climat de confiance pour les investisseurs potentiels.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	-23.5	-6.0	-0.8	3.9
Croissance du PIB réel par habitant	-23.4	-6.3	-1.6	3.1
Inflation	2.4	8.6	9.7	5.8
Solde budgétaire (% PIB)	-43.5	-58.9	-60.7	-56.8
Compte courant (% PIB)	-30.1	-51.0	-44.5	-33.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MADAGASCAR

- La croissance économique à Madagascar a plafonné à 3.2 % en 2015, son niveau de 2014, mais elle devrait atteindre 4.0 % en 2016 et 4.5 % en 2017.
- L'année 2015 a été marquée par une deuxième facilité de crédit rapide du FMI et par l'appui des partenaires techniques et financiers au Plan national de développement.
- Une croissance durable suppose une gestion rationnelle de l'espace territorial et la maîtrise de l'urbanisation.

L'année 2015 a permis la consolidation des institutions mises en place en 2014. Le pays a adopté une politique de décentralisation, organisé des élections locales et sénatoriales, des assises sur la réconciliation nationale avec le concours des anciens présidents de la République, et lancé une consultation nationale sur la réforme du secteur de la sécurité. Un deuxième gouvernement post-transition a été investi. Malgré ces avancées, la stabilité du pays apparaît fragile en raison de la hausse de la pauvreté et du chômage, et des tensions persistantes entre l'exécutif et le parlement.

Le taux de croissance économique est resté relativement faible en 2015, à 3.2 % comme en 2014, un rythme inférieur à l'objectif d'au moins 5 % fixé par le Plan national de développement (PND) pour réduire la pauvreté. Cette langueur s'explique par les incertitudes politiques, les progrès limités en matière de gouvernance, la faiblesse des investissements dans les secteurs sociaux et les infrastructures, les pénuries d'énergie, une grève estivale de 40 jours à Air Madagascar, la détérioration générale de l'environnement des affaires, sans compter les chocs exogènes (sécheresse au sud de l'île, inondations au nord, baisse des cours des produits miniers et faible croissance du partenaire européen).

La croissance économique reste tirée par le secteur secondaire (zones franches industrielles, agro-industrie, industries métallurgiques et du bois) et par le secteur des services (banques, tourisme, assurances, BTP). Le secteur primaire dans son ensemble a connu un faible taux de croissance, (0.7 % contre 3.3 % en 2014), du fait des inondations dans la partie nord et de la sécheresse au sud. L'inflation a été contenue à moins de 10 %. Le déficit budgétaire s'est creusé, passant à 4.6 % du PIB en 2015 (estimation) contre 2.3 % en 2014. Le déficit du compte courant s'est également détérioré, passant de 0.2 % du PIB en 2014 à 2.3 % en 2015. La stabilité macroéconomique reste donc fragile. L'insécurité alimentaire demeure par ailleurs préoccupante. Dans ce contexte, l'indice de développement humain est resté faible, avec un IDH de 0.510 plaçant Madagascar au 154<sup>ème</sup> rang dans le Rapport sur le développement humain 2015 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La résilience du pays aux chocs extérieurs s'est affaiblie.

En termes de perspectives, la croissance économique devrait s'améliorer pour atteindre 4.0 % en 2016 et 4.5 % en 2017, et contribuer à une réduction de la pauvreté et du chômage sous l'effet conjugué d'une meilleure gouvernance et d'une relance des investissements publics et privés. Avec un environnement politique plus apaisé, cette croissance économique serait principalement tirée par l'agriculture, la production des zones franches industrielles, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), les transports, le tourisme et le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP).

L'amorce du processus de développement durable passe par une transformation structurelle de l'économie qui implique une réallocation de ressources vers les secteurs les plus productifs, une meilleure intégration économique des zones rurales et des zones urbaines, à travers la mise en œuvre de politiques publiques favorisant une gestion rationnelle du territoire et une maîtrise du phénomène d'urbanisation rapide.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.3	3.2	4.0	4.5
Croissance du PIB réel par habitant	0.5	0.4	1.2	1.7
Inflation	6.0	7.9	7.4	7.8
Solde budgétaire (% PIB)	-2.3	-4.6	-3.1	-3.6
Compte courant (% PIB)	-0.2	-2.3	-1.7	-2.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MALAWI

- La croissance économique du Malawi a marqué le pas à 2.9 % en 2015 (contre 5.7 % en 2014), principalement à cause de chocs externes et internes, mais elle devrait se rétablir à 4.0 % en 2016.
- L'inflation élevée en 2015 a continué de saper les perspectives du Malawi en matière de croissance économique et de lutte contre la pauvreté, ce qui a nécessité un nouveau resserrement de la politique monétaire et budgétaire.
- Les principaux défis liés au processus d'urbanisation du Malawi proviennent de l'incapacité à répondre aux besoins économiques et sociaux élémentaires d'une population urbaine en pleine croissance.

En 2015, à la suite de chocs météorologiques et politiques, la croissance du PIB réel du Malawi a été estimée à 2.9 %, en baisse par rapport aux 5.7 % enregistrés en 2014. Des inondations et des épisodes de sécheresse ont fait chuter la production de maïs de 30 %, ce qui s'est traduit par un ralentissement de la croissance du secteur agricole de 2.3 %. Selon les estimations, cela a plongé 2.8 millions de personnes (16 % de la population) dans une situation d'insécurité alimentaire. La contraction de la production agricole et la réduction de la demande ont affecté le commerce de détail et de gros ainsi que le secteur manufacturier. Le secteur des services, et en particulier celui des technologies de l'information et de la communication, a fait preuve d'une plus grande résilience et enregistré une croissance de 9 %, en partie tirée par le développement rapide des services de téléphonie mobile. En 2016, la croissance économique devrait rebondir à 4.0 % selon les projections, et pourrait atteindre 4.9 % en 2017, avec l'agriculture comme principal moteur. La réalisation de ces perspectives de croissance exigera des conditions météorologiques favorables, la stabilité macroéconomique, l'application cohérente des politiques et le maintien de la confiance du secteur privé. La croissance démographique annuelle de 2.8 % va nécessiter une solide croissance économique pour faire reculer la pauvreté et améliorer les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable.

Les pressions budgétaires se sont intensifiées au cours de l'exercice 2014/15 à cause d'un déficit de financements externes dû à la prolongation de la suspension de l'appui budgétaire, à des recettes intérieures en baisse et à des dépassements de dépenses, en particulier sur les traitements et salaires et les paiements d'intérêts. Restaurer la confiance nécessitera des réformes plus profondes de la gestion des finances publiques afin de renforcer la responsabilité et la transparence. Des ajustements budgétaires inadéquats ont creusé le déficit des finances publiques au-delà des prévisions, faisant grimper l'emprunt intérieur net, l'inflation et les taux d'intérêt. L'inflation s'est emballée à 24.9 % en décembre 2015, alors que les stocks alimentaires étaient au plus bas et que le kwacha malawite (MWK) connaissait une dépréciation plus importante qu'attendu. La politique monétaire a été encore resserrée pour contenir l'inflation et assurer la stabilité du taux de change. L'inflation devrait décliner à 18.1 % en 2016, tout en restant au-dessus de l'objectif initial du gouvernement (12.0 %). La forte baisse de la monnaie nationale a été provoquée par des pressions sur la demande de devises et la persistance du déficit courant, qui est estimé à 6.0 % du PIB pour 2015 et devrait rester entre 6 % et 7 % en 2016 et 2017, ce qui reflète l'étroitesse de la base d'exportations et la forte dépendance vis-à-vis des importations et de l'aide extérieure.

L'urbanisation du Malawi se traduit à la fois par des difficultés et des opportunités de transformation. Le pays est l'un des moins urbanisés de la région, mais le taux de croissance urbaine (3.8 %) est supérieur à celui de la croissance démographique globale (2.8 %). La principale difficulté consiste à répondre à la demande de logements et autres services de base en dépit de ressources limitées. Toutefois, l'urbanisation présente d'immenses opportunités si son potentiel à transformer l'économie peut être exploité.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.7	2.9	4.0	4.9
Croissance du PIB réel par habitant	2.6	-0.2	0.9	1.8
Inflation	23.8	21.2	18.1	16.0
Solde budgétaire (% PIB)	-5.9	-5.7	-3.3	-3.1
Compte courant (% PIB)	-8.2	-6.0	-6.1	-6.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MALI

- L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé les 15 mai et 20 juin 2015, a permis de stabiliser la situation politique, mais la situation sécuritaire reste encore fragile.
- La croissance s'est ralentie en 2015, avec un taux estimé à 5.2 % contre 5.8 % en 2014, mais la reprise économique amorcée après la crise de 2012 a permis un léger recul du taux de pauvreté, passé de 47.1 % en 2013 à 46.9 % en 2014.
- Le taux de croissance démographique (3.6 %) reste élevé, mais le Mali s'est engagé, à travers la politique nationale de la ville, à améliorer la qualité de la vie citadine, consolider les économies locales, lutter contre le sous-emploi et la pauvreté, favoriser l'expression des diversités socioculturelles et renforcer la citoyenneté locale.

L'année 2015 a été marquée par le ralentissement de l'activité économique, avec un taux de croissance réel du produit intérieur brut (PIB) estimé à 5.2 %, contre 5.8 % en 2014. Cette baisse est due aux contreperformances du secteur agricole, qui a enregistré une croissance de 3.9 % en 2015, contre 14.8 % en 2014. Le secteur secondaire a également connu une baisse significative, enregistrant une croissance à 2.6 %, contre 9.2 % en 2014. Dans l'industrie agroalimentaire, surtout dominée par les huileries, la croissance est notamment passée de 35 % en 2014 à 18 % en 2015. Une diminution qui s'explique par la mauvaise performance du secteur agricole, en particulier du secteur cotonnier. En revanche, le regain d'activité se poursuit dans le secteur tertiaire, avec un taux de croissance de 6.9 % en 2015, contre 3.6 % en 2014. Le déficit du compte courant (dons compris) s'est amélioré, pour atteindre 3.6 % du PIB en 2015, alors qu'il était de 5.7 % en 2014. Ce résultat résulte de la baisse des prix des produits pétroliers et de l'augmentation du volume des exportations d'or. D'où une amélioration des termes de l'échange en 2015 (15.2 %), contre 5.3 % en 2014. Le déficit du compte courant devrait être entièrement financé par les investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs de l'or et des télécommunications, et par l'aide extérieure sous forme de prêts.

Les perspectives macroéconomiques à moyen terme sont bonnes : la croissance devrait se situer respectivement à 5.2 % et 5.0 % en 2016 et 2017, soutenue en partie par une augmentation de l'investissement public et une aide des bailleurs de fonds. La croissance devrait être tirée par les secteurs agricole et tertiaire. En revanche, les analystes s'attendent à une aggravation du déficit des transactions courantes (dons compris), qui devrait atteindre respectivement 4.1 % et 5.2 % du PIB en 2016 et 2017. En cause, la baisse de la production d'or et la détérioration des termes de l'échange. Le financement du déficit devrait de nouveau être assuré par des IDE dans les secteurs de l'or et des télécommunications, et par l'aide extérieure sous forme de prêts. Les bonnes perspectives, toutefois, pourraient être compromises par des risques persistants : fragilité de la situation sécuritaire, volatilité des cours de l'or et du coton, mauvaises conditions pluviométriques.

Dans le cadre de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Mali a réalisé, ces dernières années, des progrès pour les indicateurs suivants : scolarisation primaire universelle (OMD 2), contrôle du VIH/sida (OMD 6) et accès à une source d'eau potable (OMD 7). La crise sécuritaire a cependant fragilisé ces progrès. Ils devront être consolidés dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de développement durable auxquels le pays a également souscrit pour la période 2015-30.

La situation humanitaire reste toujours préoccupante dans le Nord, en particulier pour les personnes dépendant de l'assistance humanitaire (2.5 millions), des déplacés internes (62 000) et des réfugiés (140 000). Ces conditions difficiles n'ont pas empêché le retour de 423 427 réfugiés et déplacés dans la région. Pour couvrir les besoins des personnes vulnérables, les acteurs humanitaires ont élaboré le plan de réponse humanitaire 2016, estimé à 354 millions USD (dollars américains).

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.8	5.2	5.2	5.0
Croissance du PIB réel par habitant	2.9	2.2	2.1	2.0
Inflation	0.9	2.0	2.7	1.8
Solde budgétaire (% PIB)	-3.5	-3.7	-3.5	-3.6
Compte courant (% PIB)	-5.7	-3.6	-4.1	-5.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MAROC

- Le Maroc affiche des équilibres macroéconomiques consolidés avec un déficit budgétaire à 4.3 % du PIB en 2015 et une amélioration nette des réserves de change à environ sept mois d'importations à fin 2015.
- Les réformes et les investissements majeurs (port Nador West Med, TGV, complexe Noor, port Kenitra Atlantique) se poursuivent afin d'améliorer le climat des affaires et attirer les investisseurs étrangers vecteurs d'innovation et de valeur ajoutée.
- En 2015, la réforme territoriale et les élections régionales et communales, qui se sont déroulées avec succès, augurent la mise en place d'une nouvelle dynamique en termes de gouvernance et de développement local permettant entre autres un développement plus durable des villes.

Le Maroc a continué en 2015 ses importants efforts de consolidation des équilibres macroéconomiques. Le déficit budgétaire s'est établi à 4.3 % du PIB grâce, en particulier, à la bonne performance de l'économie (4.5 % de croissance) et à la réduction des subventions. Les réserves de change ont augmenté pour se situer à environ sept mois d'importations à fin 2015 grâce à la bonne performance du secteur exportateur et la baisse des importations suite à la chute des cours du pétrole. Ces performances traduisent aussi la politique volontariste du pays d'amélioration du climat des affaires afin de soutenir la transformation de son modèle économique. D'une part, des mesures importantes ont été prises, notamment en matière juridique et fiscal ainsi que dans le domaine de la réglementation des changes. D'autre part, les investissements publics majeurs se poursuivent, avec le bouclage du financement de Nador-West-Med, le lancement de l'appel d'offre du port Kenitra Atlantique en janvier 2016 ou la poursuite du développement de la ligne TGV. Ces actions portent leurs fruits, le secteur automobile étant devenu le premier poste d'exportation en 2015. Ces développements s'effectuent parallèlement à la recherche de nouveaux partenaires, le Maroc continuant de se positionner, en 2015, comme une plateforme d'accès aux marchés africains. Néanmoins, les efforts doivent être poursuivis afin de rendre la croissance moins volatile car moins dépendante d'un secteur agricole peu intensif. En 2016, le faible niveau de pluviométrie, devrait fortement affecter ce secteur, avec ses effets induits sur la croissance du PIB, projetée à 1.8 %.

D'autres défis par ailleurs perdurent. Le Maroc doit notamment faire face aux profondes inégalités (de genre, de localisation géographique, d'éducation et d'accès aux services de base) qui peuvent nuire au caractère inclusif de sa croissance. Dans cette optique, en 2015, le Maroc a poursuivi son important élan de réformes afin que son cadre réglementaire et institutionnel réponde aux exigences de la constitution de 2011. Premièrement, le processus de décentralisation a franchi une étape importante avec la réforme territoriale et les élections régionales et communales qui se traduisent par le transfert progressif de compétences, de l'État vers les collectivités locales. Deuxièmement, l'État poursuit le développement de l'accès aux prestations sociales de base (couverture médicale étendue aux 260 000 étudiants du supérieur public et généralisation de la bourse scolaire Tayssir). Troisièmement, l'État a continué à s'engager pour améliorer le fonctionnement et l'accès aux services publics (charte des services publics, e-Gov, lutte contre la corruption). Finalement, la promotion de l'équité du genre a été poursuivie avec la mise en place d'un système de quotas pour les femmes élues lors des élections de 2015.

Le Maroc cherche à développer son modèle économique de manière durable. Cette approche est promue au sein de la stratégie nationale de développement durable mais aussi grâce à l'adoption de nouvelles lois telles que celle sur l'eau. Le Maroc, pays organisateur de la COP22 en 2016, a été le deuxième pays africain à s'engager dans la réduction de ses émissions des gaz à effet de serre. Ces actions doivent néanmoins être mieux décentralisées notamment au niveau des villes. Les défis en termes de développement durable des zones urbaines demeurent nombreux en particulier avec l'expansion rapide des quartiers périphériques.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	2.4	4.5	1.8	3.5
Croissance du PIB réel par habitant	1.0	3.2	0.5	2.3
Inflation	0.4	1.8	1.4	1.6
Solde budgétaire (% PIB)	-4.9	-4.3	-3.5	-3.0
Compte courant (% PIB)	-5.7	-2.7	-0.7	-0.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MAURICE

- L'économie de Maurice a connu une croissance de 3.7 % en 2015, légèrement supérieure aux 3.6 % enregistrés en 2014, et devrait progresser de 3.8 % en 2016 et de 4.0 % en 2017 à la faveur d'une augmentation de la demande intérieure et extérieure.
- L'île Maurice a été classée « économie la plus performante d'Afrique » et se place au 46<sup>e</sup> rang sur 140 pays dans la dernière édition du rapport sur la compétitivité dans le monde (*Global Competitiveness Report*) du Forum économique mondial.
- Le gouvernement a introduit une approche novatrice du développement urbain, reposant sur huit « villes intelligentes » et cinq *technoparcs*, dans une volonté de favoriser une croissance économique durable et d'améliorer la compétitivité du pays.

L'économie mauricienne a enregistré une croissance réelle de 3.7 % en 2015, en hausse par rapport aux 3.6 % de 2014. La croissance économique en 2015 a été tirée par les technologies de l'information et de la communication et le secteur de la finance et de l'assurance, qui ont progressé de respectivement 6.3 % et 5.6 %. Ces progrès ont été en partie annulés par les mauvaises performances du secteur de la construction, qui s'est contracté de 5.4 % sur la même période. Le gouvernement a maintenu une politique budgétaire expansionniste en 2015, et le déficit public s'est creusé à 4.4 % du produit intérieur brut (PIB), contre 3.2 % à la fin 2014. La Banque de Maurice a ramené le principal taux de prise en pension de 4.65 % à 4.4 % pour prendre en compte le faible rythme de la croissance et le niveau modéré de l'inflation. Les pressions inflationnistes sur l'économie nationale ont été généralement basses grâce à la stabilité des prix des produits alimentaires et à la baisse des cours internationaux des matières premières. L'inflation est ressortie à 1.3 % en décembre 2015, et devrait se maintenir entre 2.5 % et 3.0 % à court terme. Le déficit de la balance courante de Maurice est tombé à 4.9 % en 2015, contre 5.9 % en 2014, ce qui s'explique principalement par les effets du faible prix du pétrole sur les importations de marchandises et de l'essor du secteur du tourisme sur les exportations de services.

Les mesures prises au cours de la première année au pouvoir de l'Alliance Lepep (AL), conduite par Sir Anerood Jugnauth, laissent à penser que la politique du nouveau gouvernement s'attachera à favoriser une croissance inclusive et l'investissement, l'assainissement des finances publiques ne venant qu'au second plan à court terme. Les principales annonces du gouvernement à ce jour ont été sa feuille de route économique (*Achieving the Second Economic Miracle and Vision 2030*, août 2015) et son premier budget (*Mauritius at the Crossroad*, mars 2015). Ce dernier avait une nette orientation expansionniste (illustrée notamment par une augmentation des dépenses sociales), mais visait aussi dans une large mesure à attirer les investissements privés par des incitations fiscales et de grands projets d'infrastructure. Le budget contenait également une proposition visant à améliorer la transparence budgétaire en abolissant les fonds spéciaux et en renforçant la durabilité de l'économie par la création d'un fonds souverain, le *Legacy Sovereign Fund*. Le programme du gouvernement pour la période 2015-19 met aussi un accent tout particulier sur le développement des infrastructures et la promotion de l'« économie bleue », tout en visant simultanément à améliorer le capital humain, à l'heure où le pays cherche à faire baisser le niveau obstinément élevé du chômage, qui reste entre 8.5 % et 9.0 %.

Lors de la présentation du budget de l'État 2015/16, le gouvernement de Maurice a annoncé la mise en place du « *Smart City Scheme* », un régime visant à fournir aux investisseurs un cadre propice et un ensemble d'incitations fiscales et non fiscales attrayantes pour le développement de villes intelligentes partout sur l'île. Le concept de ville intelligente a pour objectif d'offrir aux investisseurs, aussi bien nationaux qu'étrangers, la possibilité de vivre dans des environnements urbains durables, commodes et agréables. Ces nouvelles villes seront construites dans un cadre dynamique fondé sur la technologie et l'innovation, où il fait « bon travailler, vivre et se divertir ».

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.6	3.7	3.8	3.7
Croissance du PIB réel par habitant	3.2	3.3	3.4	3.3
Inflation	3.2	1.3	2.8	2.5
Solde budgétaire (% PIB)	-3.2	-4.4	-3.9	-3.8
Compte courant (% PIB)	-5.9	-4.9	-4.7	-4.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MAURITANIE

- L'économie de la Mauritanie a enregistré un ralentissement de la croissance réelle du PIB, avec un taux de croissance de 3.1 % en 2015 contre 6.6 % en 2014, en raison essentiellement de la baisse des prix du minerai de fer, son principal produit d'exportation.
- Les perspectives économiques demeurent néanmoins prometteuses à court terme, notamment grâce à la mise en exploitation du gisement de Guelb II, nouveau champ minier, à la relance des activités manufacturières et à l'intensification des réformes structurelles.
- La transformation des villes mauritaniennes en véritables moteurs de croissance tarde du fait d'une urbanisation non planifiée et non encore maîtrisée, ce qui a un impact négatif sur le développement local.

Du fait notamment de la baisse continue des cours mondiaux du fer, l'économie mauritanienne est sortie en 2015 de son sentier de croissance forte, avec un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) estimé à 3.1 %, après 6.6 % en 2014. La contribution des industries extractives au PIB a ainsi significativement baissé en 2015 pour se situer à 7.4 % (12.8 % en 2014). Le ralentissement de la croissance s'explique également par la baisse de l'investissement brut. Les perspectives économiques demeurent toutefois prometteuses à court terme, notamment grâce à l'entrée en exploitation du gisement de Guelb II, nouveau champ minier de fer, à la relance des activités manufacturières et à l'intensification des réformes structurelles.

L'année 2015 a été marquée par une consolidation des acquis macroéconomiques du pays. Ainsi, l'inflation a été contenue à 1.5 % (3.5 % en 2014), sous l'effet notamment de la baisse des cours internationaux des produits alimentaires. La position budgétaire demeure viable, avec un déficit gérable du solde budgétaire global de 2.9 % du PIB (3.7 % en 2014). Les réserves officielles avaient un niveau confortable fin 2015, estimé à 809 millions de dollars US (USD), soit 6.8 % des importations non extractives (5.5 mois d'importations), contre 639.1 millions USD soit 4.7 mois d'importations en 2014. Le secteur tertiaire a confirmé son essor, avec une contribution au PIB au plus haut, de 44.8 %. Le déficit courant est resté sur sa dynamique de redressement progressif pour se situer à 22.2 % du PIB (30 % en 2014). Il est prévu que cette dynamique prévaille jusqu'en 2017.

Les résultats encourageants de l'Enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCVM) de 2014, publiés en 2015, révèlent des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté. En effet, la pauvreté a reculé de 42 % en 2008, à 31 %. Avec un score de 0.506, le classement IDH (Indicateur de Développement Humain) 2015 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) situe la Mauritanie au 156<sup>ème</sup> rang, soit une amélioration de 5 places par rapport au classement 2014. Par ailleurs, plusieurs autres indicateurs sociaux se sont redressés. Toutefois, en dépit des progrès enregistrés, la performance sociale reste globalement mitigée. Le pays demeure en effet dans la catégorie des pays à IDH faible. Le premier objectif du Millénaire pour le développement (OMD), consistant à ramener le taux de pauvreté à 28 % à fin 2015, n'a pas pu être atteint. Malgré le niveau relativement peu élevé du chômage (12.8 % en 2014), le marché du travail maintient un niveau élevé de précarité et d'informalité, avec un taux d'emploi vulnérable de 54.62 %.

Parmi les défis majeurs de développement du pays figurent notamment la maîtrise de l'urbanisation (avec une forte croissance de la population urbaine, qui représente 48.3 % de la population totale), la persistance des quartiers à habitat précaire, la gestion foncière à améliorer, une meilleure application de la fiscalité ainsi qu'une réduction de la vulnérabilité au changement climatique. Dans ce contexte, la perspective d'une urbanisation bien encadrée et orientée apparaît comme une donnée essentielle du développement local.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.6	3.1	3.5	4.5
Croissance du PIB réel par habitant	4.1	0.7	1.0	2.2
Inflation	3.5	1.5	6.7	6.1
Solde budgétaire (% PIB)	-3.7	-2.9	-2.4	-2.2
Compte courant (% PIB)	-30.0	-22.2	-20.3	-19.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## MOZAMBIQUE

- La croissance du PIB mozambicain s'est infléchi à 6.3 % en 2015, en raison d'une baisse des recettes d'exportation et des dépenses publiques, mais elle devrait remonter à 6.5 % en 2016.
- Dans un climat de tensions politiques entre le gouvernement et l'opposition, il faut améliorer la gestion des finances et les dépenses publiques pour lutter contre les inégalités croissantes.
- La proportion de Mozambicains vivant dans des villes, aujourd'hui estimée à 31 % passera à 40 % en 2040, de sorte qu'il faudra améliorer les transports et les services.

Après une décennie de croissance économique supérieure à 7 % par an en moyenne, le Mozambique a vu cette progression se ralentir à 6.3 % en 2015, alors qu'il est confronté à une situation difficile sur le plan économique et politique. Ce tassement de la croissance du produit intérieur brut (PIB) est dû à des exportations plus faibles que prévu ainsi qu'à une réduction des dépenses publiques et de l'investissement direct étranger. Une baisse des entrées en devises fortes a favorisé une dévaluation du metical (MZN) par rapport au dollar américain et eu un impact négatif sur la balance des paiements. Cette spirale négative n'a pris fin que grâce à la concession par le Fonds monétaire international (FMI) d'une facilité de crédit de soutien de 282.9 millions USD, en décembre 2015. Le déficit budgétaire a été ramené de 6.6 % en 2014 à 5.4 % en 2015. Le principal défi à court terme consiste à faire repartir la croissance tout en garantissant la viabilité des finances publiques et la soutenabilité de la dette. Les prévisions de croissance du PIB en 2016 (6.5 %) et en 2017 (7.5 %) dépendent de l'état d'avancement de projets de production de gaz et de charbon, et de la capacité à attirer les investissements étrangers.

Le gouvernement du Président Filipe Nyusi est confronté à de nombreux défis. Les négociations entre les autorités et les compagnies de gaz naturel liquéfié (GNL) sur de nouveaux projets ont duré plus longtemps que prévu, ce qui a retardé les décisions finales d'investissement désormais attendues pour la fin 2016. L'avancement des projets risque aussi d'être compromis par la baisse des cours du pétrole et du gaz. La situation politique demeure incertaine, avec la reprise d'un conflit de faible intensité entre le gouvernement et le parti d'opposition RENAMO (Resistência Nacional Moçambicana) qui refuse de reconnaître le résultat de l'élection présidentielle de 2014. Le gouvernement peine à rembourser un emprunt obligataire émis au profit de la compagnie thonière nationale EMATUM (Empresa Mocambicana de Atum), et une forme de restructuration sera nécessaire. Enfin, la dévaluation de la monnaie nationale a entraîné une montée en flèche de l'inflation, affectant les conditions de vie de l'ensemble de la population.

Il ressort des statistiques que les dépenses des ménages ont augmenté depuis 2009, mais le Mozambique a régressé au classement de l'Indice du développement humain de 2015 du Programme des Nations Unies pour le développement. Cet indice fait apparaître une augmentation des disparités entre les régions et met en évidence le sous-développement des zones rurales.

La population urbaine augmente rapidement, mais représente encore moins d'un tiers de la population totale. En valeur absolue, la croissance de la population rurale est supérieure. Le chômage est plus élevé en milieu urbain qu'en zone rurale, et une grande partie de la population urbaine n'exploite pas pleinement son potentiel économique. Les pouvoirs publics considèrent généralement l'urbanisation comme un problème plutôt que comme une opportunité, et privilégient le développement rural. Cependant, ils accordent peu à peu une attention plus grande à l'urbanisation planifiée. Les premiers projets d'aménagement urbain de l'après-indépendance sont en cours de conception et de mise en œuvre.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	7.2	6.3	6.5	7.5
Croissance du PIB réel par habitant	4.4	3.5	3.7	4.7
Inflation	2.3	2.0	5.7	5.2
Solde budgétaire (% PIB)	-6.6	-5.4	-3.7	-2.4
Compte courant (% PIB)	-41.6	-44.0	-46.1	-47.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## NAMIBIE

- La croissance s'est émoussée à 4.4 % en 2015, une conséquence de la faiblesse des prix mondiaux des matières premières. Elle devrait rester modérée en 2016, la demande extérieure fragile rendant les perspectives moins favorables.
- La stabilité politique et une bonne gestion macroéconomique donnent confiance aux investisseurs, mais l'éducation et les compétences doivent être améliorées afin de rendre l'économie plus compétitive et plus inclusive.
- Le programme de logements publics devra être accompagné par un développement plus rapide des infrastructures urbaines et par le renforcement des centres de croissance ruraux afin de créer plus d'emplois dans les campagnes et de contenir l'essor rapide de l'exode rural.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est émoussée, passant à 4.4 % en 2015, au lieu de 6.4 % en 2014. Cette chute est due à la baisse des prix des produits de base et à une importante sécheresse. La croissance, à 4.2 % en 2016, devrait rester modérée en raison de la faiblesse de la demande extérieure, mais rebondir en 2017 quand de nouvelles mines commenceront à produire et à exporter. La chute des revenus de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) causée par la fragilité de l'économie sud-africaine, l'insuffisance des réserves de change et l'augmentation rapide des prix de l'immobilier constituent les principaux facteurs de risque pour l'avenir. La politique monétaire stricte, destinée à contenir l'augmentation du crédit liée aux importations de luxe et à la faiblesse des prix mondiaux du pétrole, a réduit le taux d'inflation en glissement annuel, de 5.3 % en 2014 à 3.5 % en 2015. Le taux des prises en pension a été relevé deux fois en 2015 pour atteindre les 6.5 % actuels. Cependant, une nouvelle dépréciation de la monnaie locale et une augmentation attendue des prix alimentaires due à la sécheresse devraient neutraliser les avantages de la baisse des prix mondiaux du pétrole, et risquent de pousser l'inflation à dépasser l'extrémité supérieure de la fourchette souhaitée par la banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*), de 3 à 6 %.

La stabilité politique et une gestion macroéconomique saine favorisent les investissements et maintiennent le taux de croissance élevé de la Namibie. Ses liens étroits avec l'Afrique du Sud lui permettent d'attirer plus d'investissements que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Cependant, afin d'accélérer la convergence avec les pays à revenu élevé, conformément aux grandes lignes du plan national de développement actuel, les autorités namibiennes doivent remédier aux blocages structurels restants. Après l'adoption en 2015 d'une nouvelle loi sur les marchés publics, la mise au point de la loi de gestion des finances publiques doit être accélérée afin de renforcer la gouvernance économique. L'assainissement budgétaire, qui inclut la priorisation des dépenses courantes et la rationalisation de la masse salariale du secteur public, devrait compléter les mesures de mobilisation des recettes afin d'améliorer la balance des opérations courantes et le solde budgétaire. Il faut multiplier les efforts visant à améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation, et accentuer la lutte contre la corruption afin de retrouver la confiance du public et de renforcer le bilan du pays en terme de gouvernance efficace.

Le taux d'urbanisation de la Namibie s'est accéléré. La population urbaine, qui augmente de 4.5 % par an, est passée de 28 % de la population totale en 1991 à 43 % en 2011. Le taux d'urbanisation a dépassé le taux de croissance démographique, établi à 3.5 %. Cela a conduit à une prolifération des établissements informels dans les principales villes ainsi que dans les centres urbains. Cette situation s'explique en grande partie par la difficulté de l'accès aux terrains viabilisés et par la faiblesse des revenus des immigrants non qualifiés ou semi-qualifiés. Environ 74 % des ménages namibiens n'ont pas les moyens de payer un logement conventionnel et seulement 57 % des ménages urbains ont accès à des installations sanitaires, ce qui a des conséquences graves sur

l'environnement et la santé. Le programme de logements publics actuel du gouvernement devra être complété par de meilleurs programmes de développement des infrastructures urbaines, et par un renforcement accru des pôles de croissance ruraux afin de créer des emplois en dehors des villes.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.4	4.4	4.2	6.0
Croissance du PIB réel par habitant	4.0	2.1	1.9	3.8
Inflation	5.3	3.5	3.9	5.5
Solde budgétaire (% PIB)	-4.3	-3.8	-3.1	-3.7
Compte courant (% PIB)	-10.4	-8.1	-11.3	-11.1

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## NIGER

- La croissance économique du Niger a connu une décélération en 2015 pour s'établir à 3.6 % contre 7.0 % en 2014, sous l'effet des aléas climatiques et de la baisse continue du cours de l'uranium et du pétrole; la croissance repartirait toutefois en 2016 et 2017, avec des estimations de respectivement 5.0 % et 5.5 %.
- La persistance du facteur Boko Haram, ses implications sur les échanges et les difficultés à gérer les flux de réfugiés constituent un important défi, à la fois économique, sécuritaire, social et budgétaire.
- Faiblement urbanisé (16.2 %) mais avec une forte croissance urbaine (+4 % par an en moyenne), le Niger est caractérisé par un déficit en infrastructures urbaines: logements, eau, électricité, mais aussi les services aux entreprises et aux ménages.

La croissance économique du Niger a connu une décélération en 2015, pour s'établir à 3.6 % après 7.0 % en 2014. Les aléas climatiques, le ralentissement des activités dans la zone de Diffa – affectée par la lutte contre Boko Haram – ainsi que la baisse du cours de l'uranium expliquent cette contre-performance. L'agriculture continue d'être le moteur de la croissance du pays. Cependant, cette agriculture est essentiellement pluviale et donc soumise aux aléas climatiques, si bien que la variation cyclique de la pluviométrie induit une forte vulnérabilité de l'économie nigérienne aux chocs climatiques. Les perspectives économiques sont relativement favorables, du fait notamment de la croissance attendue des industries extractives et de l'augmentation des investissements publics d'aménagement agricole et de transport. La croissance repartirait ainsi à 5.0 % en 2016, avant de s'afficher à 5.5 % en 2017.

Les chocs sécuritaires et humanitaires liés à l'intensification des attaques de Boko Haram ont eu un impact négatif sur l'exécution du budget. Ils pourraient affecter le rythme des réformes et la mise en œuvre de programmes de développement importants pour le Niger, tels que prévus dans le Programme de développement économique et social (PDES) 2012-15 et dans le programme qui doit lui succéder. La forte croissance des dépenses visant à renforcer le dispositif sécuritaire national a imprimé une hausse aux dépenses courantes. Dans ce contexte, il devient important de maintenir le rythme des dépenses d'infrastructures nécessaires au développement des régions enclavées, afin de réduire ainsi les sources de fragilité qui alimentent l'extrémisme.

Le Niger est un vaste pays enclavé de 1 267 000 km<sup>2</sup> et faiblement urbanisé. Son taux d'urbanisation était estimé à 16.2 % en 2012, taux qui a connu une légère augmentation d'un point de pourcentage depuis 1988 (15.2 %). Au rythme actuel de croissance (+4 % par an en moyenne), la population urbaine aura doublé dans les quinze prochaines années. Cependant, cette croissance urbaine ne s'est pas accompagnée de la réalisation des infrastructures requises (logements, eau, électricité, services aux entreprises et aux ménages). Il en résulte des inégalités élevées en milieu urbain. Le principal risque associé aux tendances actuelles de l'urbanisation est l'accroissement de quartiers non-planifiés dans les zones urbaines et péri-urbaines. Le Niger a toutefois mis en place en 2004 un cadre institutionnel et juridique pour le développement urbain – la Stratégie nationale de développement urbain (SNDU) – et s'est doté de divers instruments pour mettre en œuvre cette stratégie. Cependant, sa mise en œuvre reste limitée.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	7.0	3.6	5.0	5.5
Croissance du PIB réel par habitant	2.9	-0.5	0.9	1.4
Inflation	-0.9	1.0	1.3	0.9
Solde budgétaire (% PIB)	-5.5	-7.1	-6.7	-4.4
Compte courant (% PIB)	-20.9	-21.2	-21.9	-17.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## NIGÉRIA

- Le Nigéria affiche un faible taux de croissance économique depuis la fin de 2015. D'après les estimations, ce taux est tombé à 3 % en décembre 2015, ce qui a poussé les autorités à adopter un budget expansionniste pour 2016, dans l'espoir de stimuler l'économie nationale.
- La politique de développement du nouveau gouvernement, en place depuis le 29 mai 2015, est axée sur la sécurité, la lutte contre la corruption et l'amélioration de la protection sociale.
- Le pays s'urbanise à un rythme soutenu et les villes en expansion rapide, telles que Lagos et Kano, sont confrontées à la montée du chômage et au creusement des inégalités de revenus, sous l'effet d'un développement urbain anarchique et d'un manque d'interactions entre la transformation structurelle et l'urbanisation.

L'économie nigériane pâtit des chocs externes, en particulier de la baisse du cours mondial du pétrole brut. La croissance a nettement ralenti, refluant de 6.2 % en 2014 à 3.0 % (estimation) en 2015, tandis que l'inflation est passée de 7.8 % à 9.0 % (estimation). Cette tendance est principalement due à l'essoufflement de l'activité économique, en raison du manque de recettes en devises, et elle est aggravée par les restrictions ciblées qui pèsent sur 41 produits importés, dont certains sont des facteurs de production pour l'industrie manufacturière et l'agroalimentaire. Il en résulte des baisses de production et des réductions d'effectifs dans certains secteurs. Cependant, étant donné les inquiétudes de plus en plus grandes que suscite le recul de la croissance, la Banque centrale a abaissé le coût de l'emprunt, pour le secteur public et pour le secteur privé, afin de stimuler l'économie.

En 2016, le Nigéria devrait connaître une lente reprise économique, car certaines des réformes commencent à produire des effets et les mesures destinées à insuffler un élan à l'économie, notamment l'augmentation des dépenses d'infrastructure, sont mises en œuvre. Plusieurs réformes spécifiques que le nouveau gouvernement a engagées en vue de permettre le retour de la croissance sont salutaires. Les plus importantes visent à rationaliser le secteur public pour réduire le coût de la gouvernance, à instaurer un compte de trésorerie unique pour empêcher les fuites de capitaux, à renforcer la lutte contre l'évasion fiscale, à préparer l'introduction de la méthode du budget base zéro en 2016 et à porter le ratio dépenses en capital/dépenses récurrentes à 30/70.

L'insécurité reste un problème majeur, surtout dans le nord-est du pays. Malgré le renforcement des interventions contre le groupe Boko Haram, la situation humanitaire ne cesse de se dégrader. On estime que plus de deux millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays en raison de ce conflit. Néanmoins, ces populations déplacées se retrouvent principalement dans les villes, où les conditions de sécurité sont meilleures. Tant les pouvoirs publics que les partenaires au développement continuent d'explorer des solutions pour remédier à la situation.

La transformation structurelle ne pourra permettre de créer des villes durables que si l'urbanisme repose sur une approche intégrée. Il est prévu que le ministère fédéral de l'Énergie, des Travaux publics et du Logement réexamine la politique de développement urbain et travaille avec d'autres ministères pour améliorer les services publics et pour définir une trajectoire qui mettra à profit les opportunités liées à l'expansion urbaine au Nigéria. La ville de Lagos, l'une des sept mégapoles d'Afrique, offre de grandes opportunités pour l'innovation et la création d'emplois dans différents secteurs : construction, technologies de l'information et de la communication (TIC) et commerce de détail, notamment.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.2	3.0	3.8	5.0
Croissance du PIB réel par habitant	3.5	0.3	1.1	2.3
Inflation	7.8	9.0	10.1	9.4
Solde budgétaire (% PIB)	1.0	-2.3	-3.4	-3.1
Compte courant (% PIB)	0.2	-3.5	-3.2	-2.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## UGANDA

- En Ouganda, l'économie a continué de s'améliorer en 2015, malgré des chocs externes. L'industrie, les services et les investissements dans l'infrastructure publique devraient permettre à la croissance du PIB en volume d'atteindre 5.1 % en 2016 et 5.8 % en 2017.
- La maîtrise de l'inflation et la croissance restent les deux principaux objectifs de la politique économique de l'Ouganda, qui entend y parvenir grâce à la stabilité du taux de change et à l'optimisation de la mobilisation des ressources intérieures.
- Le pays progresse dans sa lutte contre la pauvreté et contre les inégalités entre hommes et femmes, ainsi que dans la promotion de l'autonomisation des femmes.

Les perspectives économiques de l'Ouganda sont favorables. La croissance du PIB en volume devrait atteindre 5.1 % en 2016, contre 5.3 % en 2015, et 4.7 % en 2014, à condition toutefois que le gouvernement parvienne à maintenir la stabilité macroéconomique et à endiguer la corruption. Les solides performances de l'industrie et des services, ainsi que les investissements dans l'infrastructure publique et dans d'autres secteurs prioritaires, seront les principaux moteurs de la croissance. Les grands projets d'infrastructure stimuleront les activités manufacturières, ainsi que les services, en particulier le tourisme. La croissance bénéficiera également de la hausse de la consommation privée. L'expansion du crédit (hausse de 16 % en février 2015, soit plus du double de l'année précédente) dynamisera la consommation, et la consommation publique progressera à l'approche des élections. Les investissements dans le secteur de l'énergie favoriseront eux aussi la croissance, même si celle-ci s'est tassée l'année dernière sous l'effet de l'effondrement des cours du pétrole. La concession de licences d'exploration pétrolière dans le bassin Albertine attirera les investissements directs étrangers dont le pays a cruellement besoin.

L'indice de développement humain (IDH) de l'Ouganda s'est légèrement amélioré en 2014, à 0.483 (contre 0.478 en 2013), mais il reste inférieur à la moyenne des pays les moins avancés dans le monde (0.502) et à celle de l'Afrique subsaharienne (0.518). De plus, en raison d'un manque de financements, le pays a cessé d'avancer en direction des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la santé et à l'éducation. On observe néanmoins des progrès significatifs dans l'accès aux traitements antirétroviraux, dans la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et dans la prévalence du paludisme, dont le taux est passé de 43 % en 2009 à 19 % en 2014. La pauvreté a reculé dans toutes les régions à l'exception de celle de l'Est, où elle a augmenté entre 2009/10 et 2012/13. Même si le taux de pauvreté s'est sensiblement réduit dans la région du Nord (de 60.7 % en 2005/06 à 43.7 % en 2012/13), il demeure plus de deux fois supérieur à la moyenne nationale. L'égalité entre hommes et femmes et l'autonomisation des femmes continuent de s'améliorer en Ouganda. Néanmoins, les femmes subissent toujours une discrimination, en particulier dans l'accès aux opportunités économiques et à la propriété de biens.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.7	5.3	5.1	5.8
Croissance du PIB réel par habitant	1.4	2.0	1.8	2.5
Inflation	4.3	4.5	5.2	5.3
Solde budgétaire (% PIB)	-4.1	-4.5	-6.0	-5.5
Compte courant (% PIB)	-9.6	-9.1	-9.1	-9.1

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- La reprise économique entamée en 2014 s'est poursuivie en 2015, avant d'être interrompue par la résurgence de la crise sécuritaire et politique, avec pour conséquence de porter le taux de croissance du PIB réel à 4.1 % contre une prévision initiale de 5.5 %.
- Après l'organisation des élections présidentielles et législatives ayant permis d'achever le processus de transition politique, l'ancien Premier ministre, Faustin-Archange Touadéra, a été élu président de la République à l'issue du second tour du scrutin.
- Le déplacement massif des populations, consécutif au déclenchement de la crise en mars 2013, a accentué les défis liés à l'urbanisation et à l'aménagement territorial.

La reprise de l'activité économique, entamée en 2014, s'est confirmée au cours des neuf premiers mois de l'année 2015. Sa dynamique a cependant été interrompue par la résurgence des violences intercommunautaires à la fin du mois de septembre. En raison de la dégradation de la situation sécuritaire, le taux de croissance du PIB réel s'est limité à environ 4.1 % en 2015, contre un objectif initial de 5.5 %. Il a cependant augmenté par rapport à celui de 2014, alors de 1.0 %. La plupart des activités économiques ont connu une progression par rapport à 2014, même si la performance du secteur extérieur a continué à souffrir de la suspension du pays du processus de Kimberley. Cette mesure implique en effet l'interdiction de l'exportation des diamants, en dépit de la levée partielle des restrictions intervenue en juillet 2015. Malgré ce contexte difficile, la gestion des finances publiques s'est significativement améliorée, grâce notamment aux efforts importants déployés par les autorités de la transition et à l'appui des partenaires techniques et financiers (PTF). La plupart des objectifs quantitatifs du plan budgétaire ont ainsi été atteints, avec un retour progressif à la procédure normale d'exécution de la dépense publique et une amélioration de la transparence dans la gestion des ressources publiques.

L'organisation des scrutins présidentiel et législatif a marqué l'année 2015, en particulier l'élection à la tête du pays de Faustin-Archange Touadéra, ancien Premier ministre sous la présidence de François Bozizé. L'organisation de votes, malgré une situation sécuritaire volatile et un contexte politique incertain, permet de mettre un terme au processus de transition politique engagé depuis trois ans. Ces élections ont été précédées par la tenue du Forum de Bangui en juin 2015, sanctionné par la signature du Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction de la République centrafricaine (RCA), et par l'adoption d'une nouvelle Constitution en novembre 2015. Sur le plan social et humanitaire, les conditions globales ont été relativement stables une partie de l'année 2015, avant de fortement se dégrader sous l'effet de nouvelles violences communautaires qui ont fait de nombreuses victimes et grossi le nombre des personnes déplacées à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

La situation urbaine de la RCA a été fortement affectée par la crise politico-sécuritaire, qui a notamment détérioré les perspectives de développement des villes. Une étude est entreprise pour élaborer un nouveau plan d'aménagement et d'urbanisme de la ville de Bangui, en vue notamment de structurer son urbanisation galopante et de mettre en place un cadre d'habitation sain.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	1.0	4.1	5.2	6.0
Croissance du PIB réel par habitant	-1.0	2.1	3.2	4.0
Inflation	11.6	5.6	4.7	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	3.2	-3.2	-2.8	-2.3
Compte courant (% PIB)	-6.1	-11.5	-5.1	-4.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## RWANDA

- Durant les trois premiers trimestres de 2015, le PIB réel a progressé en moyenne de 6.9 %, une hausse conforme à l'objectif de 7.0 % fixé pour 2015. La croissance devrait fléchir à 6.8 % cette année, puis remonter à 7.2 % en 2017.
- Les indicateurs relatifs à l'état de droit, aux droits politiques et aux libertés civiles, à la participation, à l'inclusion et à la sécurité se sont tous améliorés.
- L'urbanisation étant désormais un objectif prioritaire, des mesures sont mises en œuvre pour faire de Kigali un centre pour les investissements et la croissance économique. On privilégie aussi une urbanisation équilibrée et transformatrice grâce au développement de villes secondaires.

Durant les trois premiers trimestres de 2015, le PIB réel a progressé de 6.9 % en moyenne, marquant une décélération par rapport au taux moyen de 7.2 % enregistré pendant la même période en 2014. Le taux de 6.9 % reste cependant conforme à l'objectif de 7.0 % fixé pour 2015. Au cours de cette période, l'expansion a été tirée par les secteurs des services et de l'industrie. Le secteur de l'agriculture a en revanche connu une croissance modérée, en partie à cause de conditions météorologiques instables. En 2016 et 2017, la croissance devrait être stimulée par la poursuite des investissements visant l'amélioration des infrastructures d'énergie et de transport, par une progression constante de l'industrie et par une reprise du secteur des services. Les prévisions indiquent une croissance modérée pour l'agriculture.

En 2016 et 2017, l'inflation devrait se maintenir en dessous de la cible à moyen terme de la Banque centrale. Les pressions inflationnistes devraient rester modérées en raison des bas prix des denrées alimentaires et des combustibles. La demande de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de combustibles devrait rester soutenue à court et moyen termes conformément au programme d'investissement public. Le déficit de la balance courante devrait cependant demeurer élevé à court terme, du fait que les recettes d'exportation ne représentent encore que 25 % des importations.

La population urbaine représentait 28 % de la population totale du Rwanda en 2014, pourcentage inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (37 %) et à la moyenne mondiale (53 %). Le taux annuel d'urbanisation, estimé à 5.9 %, est cependant supérieur à ces deux moyennes qui sont respectivement de 4.2 % et de 2.1 %. Une approche de développement urbain/rural intégré est donc nécessaire pour en garantir la durabilité et relier les objectifs de développement urbain à d'autres objectifs, notamment à celui de transformation socio-culturelle. La Stratégie d'urbanisation et de peuplement des zones rurales (2013-18), dont la mise en œuvre est en cours, vise deux objectifs : premièrement, renforcer le développement de Kigali et fournir un appui aux districts en matière d'aménagement et de gestion urbains et deuxièmement, mettre en place une urbanisation équilibrée favorisant l'inclusion et la transformation économiques. À cet égard, six villes secondaires sont à des stades de développement divers, dans le cadre d'un programme ayant pour but de transformer ces centres de commerce et de transport naissants en pôles de croissance régionaux. La réalisation de ces objectifs devrait porter le taux d'urbanisation à 35 % d'ici à 2020.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	7.0	7.1	6.8	7.2
Croissance du PIB réel par habitant	4.6	4.7	4.5	4.9
Inflation	2.4	2.5	3.0	3.0
Solde budgétaire (% PIB)	-4.0	-5.0	-4.9	-5.6
Compte courant (% PIB)	-11.8	-12.3	-11.9	-11.4

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

- L'économie de Sao Tomé-et-Principe a progressé de 5.3 % en 2015, une hausse par rapport aux 4.5 % de 2014, mais la croissance devrait redescendre à 5.0 % au cours des deux années à venir.
- Selon l'indice Ibrahim de 2015, Sao Tomé-et-Principe est en tête des pays d'Afrique centrale pour la gouvernance globale, grâce à d'importantes améliorations des opportunités économiques, des droits de l'Homme et de l'État de droit.
- L'afflux de ruraux vers la ville impose la mise en place d'une stratégie nationale d'urbanisation, car il n'existe aucun système de planification dans le pays.

L'économie de Sao Tomé-et-Principe a progressé de 5.3 % en 2015, une performance décevante par rapport aux 4.5 % de 2014. La croissance économique devrait se maintenir au-dessus de 5 % en 2016 et 5.4 % en 2017. La croissance future sera stimulée principalement par une augmentation de l'investissement direct étranger dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et du tourisme, ainsi que par de nouveaux projets financés par des donateurs. L'inflation reculera à environ 4 % en 2016 et 2017, contre 5.3 % en 2015, grâce au système de changes fixes. Des mesures structurelles en faveur d'une croissance économique durable et de la création d'emplois sont au cœur du programme de réforme économique du gouvernement. Ces réformes prévoient notamment une amélioration de l'enregistrement des contribuables et un élargissement de l'assiette de l'impôt. Le gouvernement a aussi révisé le Code des investissements et élaboré des stratégies de développement du secteur privé et du secteur financier, et il met actuellement en place un mécanisme d'ajustement automatique des prix pétroliers. Une fois mises en place, ces réformes et ces stratégies amélioreront l'efficacité des administrations publiques et les services sociaux destinés à la population.

La garantie de la crédibilité, de la responsabilité et de la transparence dans le système de gestion des finances publiques (SAFE) reste une préoccupation majeure pour les pouvoirs publics. Lancé sous la forme d'un projet pilote dans quatre ministères en charge de la décentralisation, ce système a été utilisé pour préparer les comptes financiers de 2010, 2011 et 2012. Le gouvernement est également en train d'achever la mise en place d'un service de contrôle financier électronique pour faciliter l'établissement des rapports financiers.

La capitale Sao Tomé, est la seule agglomération urbaine du pays. En 2015, ses 131 000 habitants représentaient 68 % de la population totale. La ville et ses environs attirent un nombre croissant de ruraux. Il n'y a aucune agglomération urbaine sur l'île de Principe (7 450 habitants en 2015). Bien que le rythme des migrations vers la ville semble ralentir, le taux de croissance annuel moyen de l'urbanisation est estimé à 1.87 % pour la période 2013-18.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.5	5.3	5.0	5.4
Croissance du PIB réel par habitant	2.3	3.1	2.9	3.3
Inflation	6.7	5.3	4.6	4.7
Solde budgétaire (% PIB)	-5.5	-6.1	-3.9	-4.0
Compte courant (% PIB)	-24.2	-14.0	-13.8	-13.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SÉNÉGAL

- Le taux de croissance est estimé à 5.1 % en 2015 ; il est projeté à 6.0 % en 2016, et 6.5 % en 2017.
- La mise en place de la réserve de précaution en 2015 et sa reconduction dans le budget 2016 sont des exemples de gestion axée sur les résultats, en accord avec les directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur les finances publiques.
- Le développement urbain offre des opportunités liées à la diversification des secteurs d'activité, mais l'afflux des populations rurales vers les villes pose la problématique de la gestion durable des villes.

Le taux de croissance est en hausse, il devrait atteindre 5.1 % en 2015, contre 4.3 % en 2014, tiré par la vigueur du secteur agricole, la poursuite de la relance des industries de l'huile et du sucre, le dynamisme des cimenteries, des bâtiments et travaux publics (BTP), de l'énergie, des télécommunications et des services financiers. Toutefois, l'activité a été légèrement en deçà des projections de croissance de 5.4 % des autorités. La croissance est projetée respectivement à 6 % et 6.5 % pour 2016 et 2017.

L'année 2015 correspond à la deuxième année de mise en œuvre des projets phares du Plan Sénégal émergent (PSE) et des grandes réformes qui doivent accélérer l'exécution de ces projets. Sur les 17 projets phares lancés (sur un total de 27 projets), 10 sont en phase d'exécution, 1 en phase d'exploitation et 6 en phase d'étude. Le développement de plateformes industrielles intégrées est un des projets phares du PSE, notamment la zone économique spéciale de Diamniadio, dont les travaux ont commencé en 2015, qui constituera une plateforme urbaine multifonctionnelle. Les autorités devront s'assurer de la mise en œuvre soutenue des grandes réformes, notamment dans les domaines de l'énergie, du foncier, de la logistique et des infrastructures, des technologies de l'information et de la communication (TIC), et de l'environnement des affaires.

L'urbanisation est en progression constante au Sénégal, où la population urbaine est passée de 38 % en 1988 à 45.2 % en 2013. L'exode rural est le principal déterminant de l'urbanisation rapide du pays. Le développement urbain offre des opportunités liées à la diversification des secteurs d'activité et au développement des infrastructures de transport entre les différentes régions du pays. La promotion des pôles urbains dans les régions à fortes potentialités économiques se fait par le biais d'une politique de réalisation d'équipements et d'infrastructures d'envergure à fort impact économique et social. L'afflux des populations rurales vers les villes entraîne cependant une forte demande d'infrastructures socio-économiques et induit des dégradations environnementales, posant ainsi la question de la gestion durable des villes.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.3	5.1	6.0	6.5
Croissance du PIB réel par habitant	1.1	2.0	3.0	3.4
Inflation	-0.5	0.0	-0.4	1.2
Solde budgétaire (% PIB)	-5.2	-4.6	-4.1	-3.2
Compte courant (% PIB)	-9.0	-8.1	-6.0	-4.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SEYCHELLES

- En juillet 2015, les Seychelles ont accédé au statut de pays à revenu élevé, ce qu'elles doivent à la politique macroéconomique judicieuse du gouvernement et aux réformes structurelles exhaustives engagées ces dernières années, qui ont favorisé une croissance économique robuste, s'établissant en moyenne à 5.3 % sur la période 2011-15.
- Les perspectives de croissance à moyen terme des Seychelles sont modestes, avec une progression du PIB projetée à 3.1 % en 2016 et à 3.7 % en 2017, tandis que les secteurs traditionnels de la pêche et du tourisme devraient rester les principaux moteurs de l'économie.
- Avec l'accélération potentielle de l'activité dans les secteurs non traditionnels, comme le secteur manufacturier à forte valeur ajoutée, conjuguée à la croissance de la population, à l'évolution des habitudes de consommation et à la faible superficie des terres disponibles, l'urbanisation rapide représente un défi de taille pour les villes seychelloises, ainsi d'ailleurs que pour tous les petits États insulaires en développement.

En juillet 2015, les Seychelles ont accédé au statut de pays à revenu élevé après que leur revenu national brut (RNB) moyen par habitant a atteint 13 710 dollars (USD) en 2013-14. Les autorités du pays ont mis en œuvre une politique macroéconomique judicieuse ainsi que des réformes structurelles exhaustives ces dernières années, lesquelles ont alimenté une croissance robuste, tirée principalement par le tourisme et les technologies de l'information et des communications (TIC), et s'établissant en moyenne à 5.3 % sur la période 2011-15. Le taux de croissance a néanmoins affiché une tendance globale à la baisse, passant d'environ 7.9 % en 2011 à 4.6 %, selon les estimations, en 2015, principalement sous l'effet d'un ralentissement dans le secteur de la construction, plusieurs grands projets ayant été achevés sur cette période. Les perspectives de croissance à moyen terme du pays demeurent modestes, avec une progression du produit intérieur brut (PIB) projetée à 3.1 % en 2016 et à 3.7 % en 2017. Les secteurs traditionnels de la pêche et du tourisme devraient rester les principaux moteurs de la croissance. La prudence de la politique budgétaire et monétaire a contribué à stabiliser la situation macroéconomique, et l'inflation devrait demeurer inférieure à 3 % en 2016 et en 2017.

Les Seychelles sont toujours aux prises avec un certain nombre de problèmes. Leur économie n'est pas assez diversifiée et elle est vulnérable aux chocs exogènes, compte tenu de sa dépendance vis-à-vis du tourisme et de la pêche. Le pays devra donc impérativement étoffer son secteur privé s'il veut se diversifier davantage, atténuer sa vulnérabilité et se protéger des chocs. Toutefois, le secteur privé a besoin d'un environnement plus propice pour pouvoir exploiter pleinement son potentiel et développer de nouvelles activités. De plus, il faut que la croissance devienne plus verte afin de mieux protéger l'environnement naturel fragile des Seychelles contre les effets néfastes du changement climatique.

Afin de promouvoir le développement socioéconomique du pays, en novembre 2015, le gouvernement a adopté la Stratégie de développement national à moyen terme (SDN 2015-19), articulée autour du concept d'« économie bleue ». Ce concept met en avant le potentiel économique de la vaste zone économique exclusive (ZEE) seychelloise, une aire marine de 1 374 000 km<sup>2</sup> (la deuxième d'Afrique par la superficie), pour favoriser une croissance inclusive. Ce concept novateur englobe la préservation et l'utilisation durable des ressources de l'océan, l'extraction des ressources pétrolières et minérales, la bioprospection, la production d'énergie durable et le transport maritime, ainsi que la promotion des Seychelles comme une destination du tourisme « bleu ». La SDN 2015-19 entend obtenir des résultats dans quatre domaines principaux : la gouvernance, le développement économique, le développement social, et l'environnement et l'énergie.

Les Seychelles sont un petit État insulaire en développement (PEID) affichant de fortes inégalités de revenu : l'enquête auprès des ménages réalisée en 2006/07 a révélé un coefficient de Gini de 65.8 pour les inégalités de revenu. Toutefois, le niveau de pauvreté est très bas, puisque seulement 0.25 % de la population vivaient avec 1.25 USD ou moins par jour en 2007. Quelque 90 % des 94 000 habitants de l'archipel résident à Mahé, l'une des trois îles principales. Cependant, en raison de sa faible superficie terrestre et de sa forte densité de population, le pays doit veiller à maintenir un équilibre délicat entre utilisation des terres, protection de l'environnement et développement économique. À cette fin, les pouvoirs publics ont entrepris d'élaborer des politiques et des plans intégrés.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.7	4.6	3.1	3.7
Croissance du PIB réel par habitant	3.0	4.0	2.5	3.1
Inflation	1.4	4.4	2.6	2.7
Solde budgétaire (% PIB)	2.2	1.9	1.4	1.0
Compte courant (% PIB)	-21.3	-14.2	-15.4	-15.9

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SIERRA LEONE

- La Sierra Leone peine actuellement à se remettre des retombées de la crise Ebola et de la baisse durable des cours mondiaux du minerai de fer. En conséquence, on estime que le PIB du pays s'est contracté de plus de 20 % en 2015.
- Des politiques de remédiation sont nécessaires pour améliorer les indicateurs qui ont été dégradés par la crise du virus Ebola, tandis que d'importants progrès ont été accomplis en matière de gouvernance économique et politique.
- Avec une population urbaine d'environ 40 %, la Sierra Leone connaît une urbanisation sans industrialisation (industrie manufacturière), ce qui ne favorise pas l'émergence des liens structurels appropriés ni la nécessaire transformation durable de l'économie.

La Sierra Leone se remet toujours des conséquences des 18 mois d'épidémie d'Ebola et de la baisse durable des cours mondiaux du minerai de fer. L'épidémie d'Ebola a affecté les moyens de subsistance et l'équilibre socioéconomique du pays, en bouleversant les services de santé et d'éducation, la production agricole et le commerce. Le déclin des cours mondiaux du minerai de fer a affecté la stabilité macroéconomique et inversé la trajectoire de croissance remarquablement positive que connaissait le pays : l'économie est passée d'une croissance impressionnante de 20.1 % en 2013 à 4.6 % en 2014, avant de se contracter de 21.5 % en 2015 selon les estimations les plus récentes. Le produit intérieur brut (PIB) devrait rester relativement stable en 2016 et croître légèrement en 2017. L'inflation, modérée au premier trimestre 2015, est désormais estimée à 9.9 % pour 2015, et devrait avoisiner les 10 % en 2016 et 2017. La Banque de Sierra Leone (BSL) doit rester vigilante vis-à-vis de la seconde vague de pressions inflationnistes résultant de la dépréciation de la monnaie nationale, le leone, et des niveaux planchers des cours du pétrole brut. La marge de manœuvre budgétaire du pays est très limitée, du fait d'un ratio recettes/PIB historiquement bas et de dépenses publiques plus élevées.

Le pays a accompli des progrès considérables en matière d'indice de développement humain (IDH), puisque celui-ci est passé de 0.344 en 2005 à 0.413 en 2014 (ce qui représente une amélioration de plus de 20 %), mais ces progrès devraient être contrebalancés par l'impact de la crise Ebola sur la santé (notamment sur l'espérance de vie à la naissance), l'éducation (durée de scolarisation) et le niveau de vie de la population (revenu national brut par habitant). N'étant pas parvenus à atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2015, les autorités gouvernementales et les partenaires de développement sur le terrain ont pris conscience de la pertinence des 17 Objectifs de développement durable (ODD) et de leur caractère indissociable, ce second aspect signifiant principalement que l'action pour le développement doit couvrir tous les secteurs. De plus, les autorités doivent accentuer leurs efforts de lutte contre la pauvreté en tirant parti des nouvelles données et informations qui ressortiront du recensement de la population et du logement réalisé en décembre 2015.

La Sierra Leone compte 6.3 millions d'habitants, dont environ 39.1 % vivaient en zone urbaine (Freetown, Bo, Kenema, Makeni, parmi d'autres) en 2015, et le taux d'urbanisation devrait atteindre 43.8 % à l'horizon 2030 selon les projections. On voit que le secteur manufacturier est le « chaînon manquant » de la transformation structurelle de la Sierra Leone, car la main-d'œuvre passe directement d'activités agricoles à faible productivité dans les zones rurales à des services à faible productivité (emplois informels dans les zones urbaines), sans secteur industriel vecteur de transformation.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	4.6	-21.5	0.2	3.7
Croissance du PIB réel par habitant	2.4	-23.7	-1.9	1.6
Inflation	7.1	9.9	10.0	10.1
Solde budgétaire (% PIB)	-3.0	-3.7	-6.0	-6.0
Compte courant (% PIB)	-16.4	-11.3	-8.4	-8.1

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SOMALIE

- L'assise de l'économie de la Somalie reste étroite puisque la majorité de ses habitants vivent de l'élevage et de la pêche.
- La faible base d'imposition et une mauvaise gestion des finances publiques continuent à faire peser de graves restrictions sur le budget du gouvernement, laissant ainsi la Somalie presque totalement dépendante des aides et des versements de fonds extérieurs.
- Même si le principal obstacle au commerce, à l'investissement et à la collecte des recettes publiques continue à être l'absence de paix et de sécurité, l'armée nationale somalienne a réussi à reprendre de nombreuses zones auparavant contrôlées par les chabab.

L'économie de la Somalie demeure fragile, puisque la reprise continue d'être entravée par les conditions de sécurité précaires, des infrastructures insuffisantes et des ressources financières limitées. Le pays est tributaire de l'agriculture et en particulier de l'élevage (essentiel à l'exportation), ce qui reflète sa base économique étroite et explique qu'il soit vulnérable aux chocs extérieurs ou environnementaux. Cela limite également la capacité du gouvernement fédéral de la Somalie (GFS) à générer des revenus suffisants pour soutenir son programme de reconstruction et de développement économiques, et à stabiliser son environnement macroéconomique.

Le FMI a estimé le produit intérieur brut (PIB) réel de 2015 à 2.7 % ; il est entraîné par la croissance de l'agriculture, des services financiers, de la construction et des télécommunications. En supposant que la sécurité s'améliore graduellement, et en l'absence de sécheresse, la croissance annuelle à moyen terme du PIB réel devrait se situer à environ 5 %. Néanmoins, elle restera insuffisante pour lutter contre la pauvreté généralisée dans le pays. En ce qui concerne le développement de la Somalie, les défis clés sont toujours la création d'emplois pour les jeunes, la prestation de services sociaux, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et la création de moyens de subsistance durables.

Afin d'attirer des investissements, le GFS prend des mesures dans plusieurs domaines stratégiques. Celles-ci comprennent : i) tenter de faciliter le mouvement des importations et des exportations ; ii) créer une plus grande légitimité et stabilité financière dans le pays ; iii) faciliter la continuité du flux des transferts de fonds ; et iv) reconstruire et développer les infrastructures de base.

En juin 2015, le ministère de la Planification et de la Coopération internationale a lancé le processus d'élaboration d'un Plan national de développement (PND) destiné à encadrer la planification pour la Somalie après 2016. Le cadre du PND définira les priorités de développement du pays sur une période quinquennale. Le Plan donnera également un aperçu des besoins en fonds internes et externes, ainsi que des principales sources de financement. Il guidera aussi l'attribution des ressources, la hiérarchisation des actions du gouvernement et l'appui international au développement. Le PND servira également de Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) intérimaire, jusqu'à ce qu'un plan officiel à part entière soit mis en place, et comprendra une vision et des orientations pour le développement de la Somalie et la réduction de la pauvreté socio-économique.

Le GFS a également mis en place, au sein du cabinet du Premier ministre, une unité chargée de mettre au point un cadre permettant de renforcer les capacités du secteur public. Ce processus est en cours et va commencer, petit à petit, à améliorer les capacités du gouvernement fédéral et sa réactivité. Cependant, étant donné la marge budgétaire actuelle très réduite, avec des capacités fiscales extrêmement limitées et dans un contexte de sécurité compliqué, il est difficile d'attirer des professionnels qualifiés dans le secteur public, ce qui limite la capacité du gouvernement à fournir des services.

## SOUDAN

- La croissance économique du Soudan a dépassé 5 % en 2015 et devrait atteindre plus de 6 % en 2016 et 2017, principalement grâce à l'agriculture et aux industries extractives ainsi qu'à de meilleures politiques macroéconomiques.
- Les enjeux restent la poursuite des réformes de la politique économique, la stabilité économique, la guerre civile et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, mais on espère qu'une issue positive du dialogue national conduira à la fin de la guerre civile et à une meilleure stabilité économique.
- Une stratégie de développement urbain cohérente est nécessaire pour mieux gérer la croissance de la population, les déplacements internes liés à la guerre civile persistante et les faibles liaisons actuelles entre les villes et les campagnes.

L'inflation est tombée à 16.9 % en 2015 tandis que la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel est restée dynamique, à 5.3 %, soutenue par l'agriculture, les produits miniers, les services, les droits de transit du pétrole et l'investissement direct étranger (IDE). La croissance devrait atteindre 6.2 % en 2016 et 6.0 % en 2017, malgré la chute des cours du pétrole, la baisse des achats d'or par la Banque centrale et la situation instable en matière de sécurité. Ces prévisions reposent sur l'hypothèse d'une reprise agricole vigoureuse, d'une remontée progressive des cours mondiaux du pétrole, d'une stabilité politique au Soudan du Sud, d'entrées d'IDE soutenues et d'une issue positive du dialogue national pour mettre fin à la guerre civile et aux conflits.

L'assainissement budgétaire et monétaire, ainsi que la faiblesse des cours mondiaux des denrées alimentaires, et l'augmentation de 37 % des IDE ont stimulé la croissance économique et contribué à la baisse de l'inflation, établie à 16.9 %, contre 36.9 % en 2014. Néanmoins, le pays doit encore résoudre, sur fond de guerre civile, les enjeux de la diversification et du développement social, dont le fort taux de chômage, la pauvreté et la répartition inégale des richesses. Il est peu probable que les dépenses en faveur du développement social en 2015 soient plus élevées qu'en 2014 (0.3 % du PIB), et elles ne devraient pas non plus augmenter en 2016. Les difficultés liées à la dette extérieure et à la normalisation des relations avec les créanciers persistent également. Les autorités doivent encore définir un nouveau Programme suivi par le Fonds monétaire international avant de prendre une décision concernant l'Initiative des pays pauvres lourdement endettés (PPTE). En 2015, le Soudan a été retiré de la liste noire du Groupe d'action financière, un organisme international de surveillance de la fraude financière basé à l'OCDE. Cependant, le fait que le pays ait toujours du mal à gérer les transactions bancaires internationales peut favoriser les virements informels, contribuer à la distorsion des taux de change et limiter les recettes budgétaires.

Selon les estimations, les grandes villes du Soudan ont contribué au PIB à hauteur de 60 % en 2014, grâce à un socle de compétences supérieur de 62 % aux zones rurales. Dans les zones urbaines, la création d'emplois est supérieure à la moyenne et le taux de pauvreté s'élève à moins de la moitié de la moyenne nationale. D'ici 2030, la population urbaine représentera 48.6 % du total de la population en raison d'une contraction continue de la part de la population rurale. Toutefois, depuis 1990, la croissance urbaine a été poussée par l'exode rural, les déplacements internes forcés par la guerre civile et les conflits, les effets du changement climatique sur l'environnement, et l'accroissement démographique. Cela a fortement contraint les services urbains et perturbé les liens de marché entre la ville et la campagne, qui sont pourtant essentiels pour une transformation structurelle basée sur l'agriculture. Les politiques adoptées en vue d'assainir les bidonvilles ont entraîné un étalement de faible densité avec une dépendance à l'automobile, ce qui ne fait qu'ajouter à l'inefficacité de la prestation de services urbains. L'adoption d'une stratégie de

développement urbain visant à améliorer les infrastructures et la gouvernance du territoire ainsi qu'à impliquer davantage le secteur privé est donc inévitable pour que le Soudan puisse exploiter les avantages potentiels d'une croissance rapide de son secteur urbain.

#### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.6	5.3	6.2	6.0
Croissance du PIB réel par habitant	1.4	3.1	3.9	3.7
Inflation	36.9	16.9	13.1	11.2
Solde budgétaire (% PIB)	-1.0	-1.5	-1.4	-1.0
Compte courant (% PIB)	-9.0	-6.5	-6.4	-6.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SOUDAN DU SUD

- L'effondrement des recettes pétrolières a d'importantes retombées négatives sur l'économie sud-soudanaise ; on estime que le PIB a reculé de plus de 5 % en 2015 et, d'après les prévisions pour l'exercice 2015/16, les recettes pétrolières nettes du gouvernement atteindront à peine 17 % de leur niveau de l'année précédente.
- Les parties au conflit civil du Soudan du Sud ont signé un accord de paix en août, mais aucun progrès significatif n'a été observé dans sa mise en œuvre.
- La situation humanitaire continue de se détériorer : en novembre 2015, le conflit civil qui s'enlise avait fait plus de 2.2 millions de déplacés.

Depuis l'indépendance en 2011, le paysage politique du Soudan du Sud continue d'être dominé par des tensions d'origine interne et externe qui font peser une menace sur la paix et la stabilité durables. En décembre 2013, le pays a sombré dans un conflit prolongé qui a rendu la situation encore plus incertaine. Les parties au conflit ont finalement signé un accord de paix en août 2015, mais sa mise en œuvre dans les délais prévus est très compromise. En effet, le délai où les parties auraient pu former un gouvernement de transition est écoulé. Or, le conflit est lourd de conséquences sur le plan humanitaire. En novembre 2015, on dénombrait dans le pays plus de 2.2 millions de personnes déplacées, soit 200 000 de plus qu'en début d'année. Cette population comprenait 1.6 million de déplacés internes et plus de 616 000 personnes réfugiées dans des États voisins. On prévoit que 4.6 millions de personnes seront gravement affectées par l'insécurité alimentaire cette année, contre 3.8 millions l'an dernier au plus fort de la saison de soudure. L'incidence de la pauvreté a augmenté, passant de 44.7 % en 2011 à plus de 57 % en 2015.

Les effets négatifs du conflit civil sont aggravés par d'énormes problèmes d'ordre économique et budgétaire. Le gouvernement est confronté à un déficit budgétaire abyssal dû à l'effondrement de ses recettes pétrolières. Le Soudan du Sud est un des pays les plus tributaires du pétrole au monde, puisque ce produit représente à la fois la quasi-totalité de ses exportations, environ 60 % de son produit intérieur brut (PIB) et plus de 95 % des recettes publiques des exercices antérieurs. En 2014/15, la production pétrolière a été inférieure de 40 % au niveau escompté en novembre 2013. À cette forte baisse de la production s'est ajouté un effondrement des cours mondiaux du pétrole : alors que le baril frôlait les 110 USD en juillet 2014, il valait moins de 35 USD en janvier 2016. La baisse de la rente pétrolière a considérablement amoindri les recettes publiques, de sorte qu'il n'a pas été possible d'investir dans des activités de développement. Selon les prévisions pour l'exercice 2015/16, les recettes pétrolières nettes du gouvernement représentent à peine 17 % de leur niveau du précédent exercice. Ces dernières années, la croissance du PIB a évolué en dents de scie, sous l'effet du conflit et des fluctuations des cours du pétrole. D'après les estimations de la Banque africaine de développement, après avoir enregistré une croissance de 15.9 % en 2014, le pays devrait connaître une croissance négative de -5.3 % en 2015. Une reprise timide de l'activité est attendue en 2016, avec un taux de croissance de 0.7 %, et le pays devrait renouer avec la croissance en 2017 (+8.8 %). Toutefois, la reprise dépend d'une remontée des cours du pétrole et de l'application de l'accord de paix.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	15.9	-5.3	0.7	8.8
Croissance du PIB réel par habitant	13.3	-7.9	-1.8	6.3
Inflation	1.7	41.1	14.7	25.0
Solde budgétaire (% PIB)	-10.9	-21.3	-22.0	-18.1
Compte courant (% PIB)	4.0	-2.5	0.9	2.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## SWAZILAND

- La croissance économique s'est infléchi à 1.7 % en 2015, principalement en raison d'une grave sécheresse, et les perspectives restent maussades pour 2016 et 2017.
- La situation politique est restée relativement calme depuis les élections de septembre 2013, mais le classement du pays laisse encore à désirer dans le domaine de la participation et des droits de l'homme.
- L'urbanisation croissante a entraîné des tensions et des défis pour le développement, que le gouvernement reste déterminé à atténuer de façon à maximiser les avantages économiques et la durabilité.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a reculé, de 2.5 % en 2014 à 1.7 % en 2015. Cette décélération a principalement été favorisée par une sécheresse qui a réduit la production agricole, une baisse de régime du secteur minier, et les perspectives moroses en Afrique du Sud, principal partenaire commercial du pays. Le secteur tertiaire a également connu un ralentissement, mais son impact global a été amorti par une augmentation des investissements dans le cadre de programmes d'équipements collectifs. Les perspectives à court terme pour 2016 et 2017 restent ternes, puisque les prévisions de croissance économique demeurent inférieures à 2 % par an. Les perspectives de croissance se fondent sur une amélioration des conditions météorologiques et sur l'adoption de mesures plus énergiques pour résoudre des problèmes critiques, notamment pour améliorer le climat des affaires et diversifier les exportations. Ces mesures sont d'autant plus importantes que le pays n'est plus éligible aux avantages de la Loi sur la croissance et les opportunités économiques en Afrique (AGOA) depuis janvier 2015 et qu'il est fortement tributaire des recettes instables provenant de l'Union douanière de l'Afrique australe (SACU).

La prévalence élevée du VIH/sida et la distribution inégale des ressources figurent parmi les principaux défis sociaux. Bien que le Swaziland se classe dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, l'incidence de la pauvreté est élevée, puisque 63 % de la population vit en deçà du seuil de pauvreté. Les autres problèmes sont le taux de chômage élevé (28.1 %) et le piètre classement du pays sur l'Indice de développement humain (IDH), au 150<sup>e</sup> rang sur 187 pays. Le faible score IDH du pays (0.531) s'explique principalement par le taux élevé de la mortalité maternelle, le développement insuffisant des marchés du travail et la méfiance à l'égard de l'État. Au cours des trois dernières décennies, la lutte contre le VIH/sida a un peu progressé et le taux d'incidence de la maladie a évolué à la baisse, reculant de 3.1 % en 2010 à 2.23 % en 2013, puis à 1.94 % en 2015. La prévalence du VIH, de 26 % dans la tranche d'âge des 15-49 ans, est cependant parmi les plus élevées au monde, de sorte que les dépenses de santé ont augmenté et qu'un grand nombre d'enfants orphelins et vulnérables ont besoin d'une protection sociale.

Le Swaziland est l'un des plus petits pays d'Afrique, tant par sa taille que par sa population, répartie à 78 % en zone rurale et 22 % en zone urbaine. D'après les projections, la part de la population habitant en ville s'élèvera à 26.5% en 2030. Les principaux centres urbains sont Mbabane, la capitale administrative, et Manzini, le pôle commercial. Environ 75 % de la population urbaine du pays dépend de ces deux villes et du corridor qui les relie. Les villes de Manzini et Mbabane se sont développées de façon essentiellement informelle, et environ 60 % des ménages urbains du Swaziland vivent dans des établissements informels sauvages ou non desservis. De par sa position centrale, le corridor reliant Manzini à Mbabane est un axe privilégié pour les réseaux de transport assurant la liaison avec d'autres régions du pays, de sorte que la zone est surpeuplée, notamment à cause des migrations internes. Les autres problèmes découlant de l'urbanisation croissante sont l'accès insuffisant à l'assainissement et à l'électricité, la pollution de l'air et de l'eau, la gestion inadéquate des déchets et l'augmentation de la criminalité. De fortes pressions s'exercent

sur les collectivités locales afin qu'elles mobilisent des ressources financières suffisantes pour remédier à ces problèmes ; or elles dépendent principalement des transferts de l'État central. Le gouvernement maintient son engagement de faire du développement urbain une priorité, grâce à des initiatives comme le Programme de développement urbain, de façon à exploiter pleinement le potentiel intrinsèque de ce segment clé de l'économie, tout en garantissant sa viabilité.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	2.5	1.7	0.8	1.7
Croissance du PIB réel par habitant	1.0	0.3	-0.5	0.4
Inflation	5.7	5.6	6.0	6.7
Solde budgétaire (% PIB)	0.7	-1.4	-1.8	-2.1
Compte courant (% PIB)	2.9	0.9	1.6	1.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## TANZANIE

- **L'économie du pays a progressé de 7 % en 2014, et d'après les estimations la croissance se serait maintenue au même rythme en 2015, principalement sous l'impulsion des secteurs des services, de l'industrie, de la construction, de l'information et de la communication. La situation budgétaire était saine, avec un déficit global de l'ordre de 3.4 % du PIB en 2013/14. Les perspectives s'annoncent similaires à moyen terme.**
- **À l'issue des élections générales qui se sont déroulées avec succès et dans le calme, les pouvoirs ont été transférés en octobre 2015 à un nouveau président qui s'est engagé à gérer prudemment les ressources, à lutter contre la corruption et à promouvoir une croissance inclusive.**
- **En raison du taux d'urbanisation croissant, le chômage et la pression sur les infrastructures augmentent et les pouvoirs publics ne sont plus en mesure de gérer le développement urbain.**

Les performances économiques sont restées solides et stables au cours de la dernière décennie. La croissance était de 7 % en 2014 et d'après les estimations préliminaires, elle se serait maintenue au même rythme en 2015, principalement sous l'impulsion des secteurs des services, de l'industrie, de la construction, de l'information et de la communication, qui affichent tous une croissance à deux chiffres. À moyen terme, la croissance devrait dépasser les records de 2014 et 2015, pour atteindre 7.2 %. Cette amélioration devrait provenir essentiellement d'une augmentation des activités industrielles et des investissements d'infrastructure, et les autres secteurs devraient avoir une performance comparable à celle des années récentes. Le taux d'inflation, de 6.1 % en 2014, devrait poursuivre son infléchissement à 5.6 % en 2015, grâce aux conditions météorologiques favorables qui ont permis une production agricole soutenue, ainsi qu'à une gestion prudente de la politique budgétaire et monétaire. La dette publique globale est soutenable, à 30.2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2014/15.

Sur le plan du développement social et humain, l'indice de développement humain de la Tanzanie a progressé de 0.371 à 0.521 entre 1985 et 2014. Entre 1980 et 2014, on a vu augmenter l'espérance de vie à la naissance (+ 14.5 ans) et le nombre d'années de scolarisation prévues (+ 3.3 ans) tandis qu'entre 2005 et 2012/13, la mortalité infantile reculait, de 68 à 41 décès pour 1 000 naissances vivantes. Cependant, la lutte contre la pauvreté progresse trop lentement; en effet, en raison de la structure de l'économie tanzanienne, la forte croissance de l'activité économique ne s'est pas accompagnée d'une réduction proportionnelle de la pauvreté. Alors que le taux de croissance moyen a été de l'ordre de 7 %, le secteur agricole, qui emploie près de 70 % de la population active, a connu une croissance inférieure à 4 %. La dernière enquête sur le budget des ménages (2011/12) révèle que 28.2 % des Tanzaniens vivent dans la pauvreté, dont l'incidence est plus élevée dans les zones rurales.

Les élections générales d'octobre 2015 ont été remportées par John Magufuli, élu président de la République-Unie de Tanzanie, pour un mandat de 5 ans. Ce dernier a dévoilé un plan de travail quinquennal complet et détaillé visant à résoudre les problèmes relatifs à la propriété foncière, à l'eau, aux services de santé, à l'éducation, à l'agriculture, à l'approvisionnement en électricité et à l'administration de la justice. Le plan met également l'accent sur l'efficacité et l'efficience des pouvoirs publics, l'augmentation des recettes publiques et la lutte contre la corruption. Il est indispensable que les politiques et programmes définis par le président soient appliqués à la lettre pour apporter à moyen terme une réponse à la pauvreté qui sévit en Tanzanie.

L'urbanisation représente désormais un défi de développement majeur pour le pays. À Dar es-Salaam comme dans d'autres grandes villes du pays, le taux de chômage est plus élevé que dans les régions rurales; les infrastructures de base (routes, électricité, eau, transports par autobus, etc.) sont devenues très insuffisantes pour répondre à la demande des usagers et les installations récréatives, les réseaux d'égouts, les canaux de drainage et la protection de l'environnement sont également inadéquats. Bien que ce ne soit pas les terrains qui manquent, il n'y a pratiquement pas de zones planifiées à des fins résidentielles. Compte tenu du piètre réseau routier et de l'absence de systèmes de transport en commun intra-urbain sur rail, se déplacer à l'intérieur des villes est un véritable défi pour les travailleurs. Une politique intégrée et coordonnée d'aménagement et de développement urbains est en cours d'élaboration et si le nouveau gouvernement parvient à la finaliser et à la mettre en œuvre, il aura à son actif un succès important.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	7.0	7.0	7.2	7.2
Croissance du PIB réel par habitant	3.8	3.9	4.0	4.0
Inflation	6.1	5.6	5.9	6.0
Solde budgétaire (% PIB)	-3.4	-3.9	-4.4	-5.4
Compte courant (% PIB)	-10.3	-9.4	-8.2	-7.0

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## TCHAD

- La croissance économique pourrait atteindre 4.1 % en 2015 et n'être que de 2.6 % en 2016 en raison de l'effondrement des prix du pétrole et de la forte baisse des revenus d'exportations.
- La nécessité de préserver les équilibres internes et externes en 2016 rend indispensable la poursuite de la consolidation budgétaire dans un contexte marqué par de nombreux défis, qu'ils soient financiers, sociaux, sécuritaires ou humanitaires.
- Les efforts en vue d'une transformation structurelle de l'économie passent entre autres par une stratégie intégrée de développement des centres urbains, à travers notamment l'aménagement du territoire, la promotion des logements décents et l'accès équitable aux services sociaux.

L'économie tchadienne, particulièrement tributaire de l'activité pétrolière, devrait connaître une forte contraction de son activité en 2016. Après avoir atteint 6.3 % en 2014, le taux de croissance du PIB pourrait se situer à 4.1 % en 2015 et descendre à 2.6 % en 2016, en raison essentiellement de la chute des cours du pétrole sur les marchés internationaux. Cette forte baisse pourrait se traduire par une réduction importante du niveau des investissements publics – notamment dans le secteur extractif – et par une compression de la demande intérieure en 2016 et 2017. Les contre-performances enregistrées dans le domaine agricole devraient amplifier cette situation conjoncturelle défavorable. Ce secteur important de l'économie a souffert d'une pluviométrie défavorable en 2015, ce qui a entraîné un net recul de la production céréalière, estimé par le gouvernement à près de 12 %. La capacité de l'État tchadien à mener à terme ses différents programmes d'investissements publics dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique d'émergence économique est fortement mise au défi. Les dépenses budgétaires importantes engagées pour faire face aux menaces et aux exactions de la secte terroriste de Boko Haram et des mouvements djihadistes en 2015 ont également affecté le climat conjoncturel du pays. Le taux d'inflation de 1.7 % en 2014 pourrait se situer en 2015 au-delà de la norme communautaire fixée à 3.0 % pour la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (zone CEMAC), et atteindre 4.0 %, pour ensuite redescendre à 2.6 % en 2016. Les perturbations relevées sur les circuits d'approvisionnement et d'exportation du pays, liées au contexte sécuritaire, en sont les principales raisons. La préservation des acquis au plan économique, notamment les effets bénéfiques de l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) fin avril 2015, rend désormais indispensable une gestion prudente de l'endettement au regard de la forte volatilité actuelle des cours du pétrole.

La transformation structurelle du pays, qui demeure l'un des objectifs majeurs du gouvernement en vue de son émergence économique, se heurte à de nombreux freins en la matière, dont l'organisation inefficace des espaces urbains. Une meilleure inclusion spatiale permettrait à ces derniers de devenir de véritables centres de production et de contribuer ainsi à la création d'emplois, au renforcement de la cohésion sociale du pays et à la résilience de son économie.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	6.3	4.1	2.6	4.9
Croissance du PIB réel par habitant	2.9	0.8	-0.6	1.7
Inflation	1.7	4.0	2.7	4.0
Solde budgétaire (% PIB)	-4.7	-6.4	-7.0	-7.4
Compte courant (% PIB)	-8.9	-9.9	-8.6	-8.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## TOGO

- Le financement des infrastructures, tout en soutenant la croissance de 5.5 % en 2015, a entraîné une augmentation de la dette publique, passée de 46.0 % du PIB en 2012 à 62.5 % en 2015.
- Le nombre de jours requis pour créer légalement une entreprise est passé de 38 jours en 2012 à 19 jours en 2013, puis à 10 jours en 2014 et 2015.
- Le système foncier du Togo ne s'est pas adapté au développement des villes et des échanges, devenant ainsi le plus lent d'Afrique avec 288 jours requis pour transférer une propriété.

Démarrés en 2010, d'importants investissements publics dans les infrastructures se sont poursuivis, mais à un rythme ralenti en 2015. La pluviométrie variable en 2015 a par ailleurs freiné le dynamisme de la filière agricole. C'est ainsi que la croissance a légèrement décéléré de 5.9 % en 2014 à 5.5 % en 2015. Le secteur agricole qui a été le principal facteur de croissance du PIB en 2014 avec une contribution de 3.7 points de pourcentage a vu sa contribution se réduire à 0.7 point en 2015. En 2016, la production de phosphate, de clinker et de coton devrait augmenter. La Société d'exploitation de calcaire et de production de ciment (Scanmines) atteindra sa vitesse de croisière en 2016. La poursuite des réformes menées pour renforcer les règles de la concurrence dans les branches de l'hôtellerie, de l'électricité, des banques et des télécommunications, combinée avec le soutien à l'agriculture et aux industries extractives, devrait soutenir la croissance, projetée à 5.9 % en 2016 et 6.0 % en 2017.

Ces cinq dernières années, le financement des investissements publics, tout en alimentant la croissance, a entraîné une augmentation de la dette publique, passée de 46.0 % du PIB en 2012 à 62.5 % en 2015. Les intérêts payés sur la dette intérieure en 2015 sont estimés à 26 milliards de franc CFA BCEAO (XOF), soit au moins trois fois plus élevés que ceux payés sur la dette extérieure. Le Fonds monétaire international (FMI) indique que le Togo court un risque accru d'accumulation de dette publique. Les recettes fiscales ont connu une progression significative ces deux dernières années, grâce à la discipline dans la collecte de taxes par l'Office togolais des recettes (OTR), créé à cet effet. Ces recettes fiscales sont en hausse de 13.6 % en 2014 et de 4.8 % en 2015 pour atteindre 480.4 milliards XOF, soit 20.2 % du PIB. Par ailleurs, l'année 2015 a été marquée par la création de la Haute autorité de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées. En conséquence, le rapport 2015 de Transparency International classe le Togo à la 107<sup>ème</sup> place sur 168, soit 19 places gagnées par rapport à 2014.

La population urbaine du Togo est de 2.8 millions d'habitants. Elle a été multipliée par 2.6 en 25 ans (1990-2014). La population urbaine représentait 39.5 % de la population totale en 2014, contre 28.6 % en 1990. Elle atteindra 50 % en 2030. La diminution progressive de la part des industries et des services dans le PIB ces trois dernières décennies est un indice de faible transformation structurelle de l'économie togolaise. En matière foncière, le Togo est considéré comme le pays le plus lent d'Afrique avec 288 jours requis pour enregistrer une propriété, contre une moyenne de 58 jours pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Depuis les années 90 jusqu'à aujourd'hui, le coût de l'énergie et des communications, ainsi que la faiblesse du marché et l'accès limité aux capitaux sont présentés comme de graves handicaps à l'essor des villes et à la transformation structurelle du pays. Ces obstacles, qui devront être levés, sont surtout la conséquence d'un système foncier qui, depuis 50 ans, n'a pas pu s'adapter à l'émergence des villes et répondre aux aspirations du marché.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.9	5.5	5.9	6.0
Croissance du PIB réel par habitant	3.2	2.8	3.2	3.4
Inflation	0.2	1.9	2.1	2.2
Solde budgétaire (% PIB)	-3.4	-5.3	-4.7	-4.4
Compte courant (% PIB)	-13.2	-11.9	-11.0	-10.5

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## TUNISIE

- Le nouveau gouvernement, entré en fonction en février 2015, a poursuivi la politique de relance mise en œuvre depuis 2011, avec une hausse notable de 21.6 % des dépenses d'investissement par rapport à 2014.
- La dégradation de la situation sécuritaire liée aux attentats terroristes de Sousse et de Tunis ainsi que la multiplication des mouvements sociaux ont affecté la croissance, qui ne devrait pas dépasser 0.5 % en 2015, dans un pays entré en récession au second trimestre 2015.
- Le lancement de la décentralisation en 2015 et les élections municipales de 2016 devraient promouvoir la démocratie locale, une des clés de la réussite d'une urbanisation participative et durable.

Projeté à 3 % dans la Loi de finances de 2015, le taux de croissance n'a pas dépassé 0.5 % en 2015 contre 2.3 % en 2014. Cette contre-performance résulte de la contraction des industries non manufacturières au premier trimestre 2015, marquée par une baisse des hydrocarbures et l'arrêt quasi-total de l'extraction de phosphate dans le centre du pays, suite à des conflits sociaux. Cette baisse n'a été qu'en partie compensée par la croissance de l'agriculture, des services non commerciaux et de l'industrie manufacturière. Le tourisme, 7 % du PIB, traditionnel pourvoyeur de devises et d'emplois (400 000 emplois directs et indirects) a accusé une forte baisse de ses recettes, de 35 % inférieures à celles de 2014.

Comme en 2015, la consommation intérieure restera le principal moteur de l'économie en 2016 et 2017. De son côté, l'investissement est estimé à 18.5 % du PIB en 2015, contre 21.9 % en 2014. Et ce, en dépit d'une légère reprise des investissements directs étrangers (IDE) au deuxième trimestre 2015, suite au bon déroulement des élections.

La faible performance de 2015 ainsi que les déséquilibres macroéconomiques existants empêchent la Tunisie de faire face à ses principaux défis. Le chômage reste en effet élevé, à 15 % en 2015, malgré les importants recrutements effectués dans le secteur public depuis 2011. Plus important chez les femmes (21.1 %) que chez les hommes (12.5 %), il frappe particulièrement les diplômés de l'enseignement supérieur (31.4 %).

De même, les disparités régionales persistent, en raison d'un faible taux d'investissement public et du manque d'efficacité des administrations locales. Centralisé sur le plan administratif et polarisé sur le plan économique, le pays voit ses activités concentrées dans les régions du littoral, où s'est joué un phénomène de métropolisation. Du coup, l'écart s'est creusé entre les grandes villes côtières et les villes moyennes de l'intérieur. Dans une moindre mesure, il s'est aussi élargi entre les zones urbaines et rurales, notamment dans trois des six régions du pays (Nord-Ouest, Centre-Ouest et Sud).

Le dernier recensement, en 2014, a montré qu'en matière d'équipements, d'infrastructures routières, de services de santé et de loisirs, les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid, Gafsa, Jendouba, Kébili et Kairouan marquent un retard par rapport à la moyenne nationale, mais aussi par rapport à la moyenne des gouvernorats côtiers et même des régions de l'intérieur.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	2.3	0.5	2.0	2.4
Croissance du PIB réel par habitant	1.1	-0.6	0.9	1.3
Inflation	5.5	5.0	4.0	3.5
Solde budgétaire (% PIB)	-4.4	-4.2	-3.9	-3.7
Compte courant (% PIB)	-9.0	-7.6	-5.9	-5.8

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ZAMBIE

- La Zambie est confrontée à sa pire crise économique en plus de dix ans, à cause de l'effondrement des cours du cuivre, de la pression sur le budget de fonctionnement et d'investissement de l'État, et des pénuries d'électricité qui affectent l'économie réelle.
- Un amendement constitutionnel a fixé la date des élections nationales de 2016 au 11 août et introduit quelques nouveautés : Il faut désormais obtenir au moins 50 % des voix pour être élu et les candidats doivent se présenter avec un colistier, comme vice-président.
- En 2015, la croissance urbaine s'est poursuivie au rythme de 42 % selon les estimations, les ruraux affluant vers les villes pour y chercher un emploi ou des opportunités économiques.

En 2015, l'économie zambienne a traversé une mauvaise passe, dont le point de départ a été une forte hausse des dépenses et un déficit budgétaire qui a plus que doublé en 2013. Sous l'effet du ralentissement de la demande de la Chine, les cours du cuivre sont tombés à leur plus bas niveau en plus de sept ans. Cette situation a été exacerbée par la faiblesse de la production agricole et par l'aggravation de la pénurie d'électricité. La croissance de l'économie réelle est tombée à son plus bas niveau en 15 ans : d'après les estimations, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a reculé à 3,7 %, contre 5 % en 2014. La production de maïs a diminué de 22 % en raison du manque de pluie, et les cours du cuivre ont chuté de 28 % ; en revanche la production minière est restée pratiquement inchangée par rapport à 2014. La croissance devrait rester faible à moyen terme car le pays reste déficitaire en énergie électrique et tributaire d'importations à des pays voisins pour couvrir ses besoins. On s'attend à une campagne agricole décevante en 2016 en raison des effets du phénomène climatique El Niño. De plus, les élections prévues pour 2016 accentueront la pression sur les dépenses publiques. Les cours du cuivre ne devraient pas remonter car l'offre mondiale est suffisante pour répondre à la demande.

La pénurie d'électricité qui sévit depuis juin 2015 affecte l'industrie manufacturière et d'autres secteurs de l'économie. Ce déficit, estimé à 40-50 % de la charge de base, oblige à pratiquer d'importants délestages chaque jour. Les entreprises ont dû investir dans des générateurs au diesel, ce qui a augmenté leurs coûts d'exploitation, et cette hausse s'est répercutée sur les consommateurs. La confiance dans l'économie est en berne et la monnaie nationale, le kwacha (ZMW), s'est dépréciée de 42 % par rapport au dollar des États-Unis (USD), si bien que l'inflation atteignait 21 % en fin d'année. Le ralentissement de l'activité économique a entraîné plus de 9 000 pertes d'emplois dans le secteur privé formel.

En 2010, 60 % des Zambiens vivaient en zone rurale. Or, d'après les projections officielles, le taux d'urbanisation atteindra 45 % en 2025. La capitale, Lusaka, et d'autres grandes villes minières sont les principaux contributeurs au PIB du pays. L'urbanisation résulte à la fois de la croissance démographique naturelle et de l'exode rural.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	5.0	3.7	3.6	4.9
Croissance du PIB réel par habitant	2.5	0.6	0.5	1.8
Inflation	7.8	10.1	10.8	8.9
Solde budgétaire (% PIB)	-5.9	-8.2	-6.6	-6.2
Compte courant (% PIB)	2.2	-3.0	-1.1	1.3

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

## ZIMBABWE

- La croissance économique a reculé de 3.8 % en 2014 à 1.5 % selon les estimations en 2015, sous l'effet combiné de la faible demande intérieure, de la dette publique élevée, des restrictions de liquidité, de la sécheresse, de l'insuffisance des infrastructures, de la faiblesse des institutions et de la surévaluation du taux de change, et l'on prévoit des taux d'inflation négatifs en 2016 et 2017.
- Selon le Rapport de la Banque mondiale *Doing Business 2016*, l'environnement des affaires s'est amélioré, et le pays a gagné seize places pour se classer 155e sur 189 pays.
- Au Zimbabwe, le processus d'urbanisation s'est inversé ces dernières années, à cause de la récession qui réduit les opportunités économiques dans les villes.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) a reculé, de 3.8 % en 2014 à 1.5 % selon les estimations en 2015, mais elle devrait remonter légèrement pour s'établir à 1.6 % en 2016, grâce à une expansion attendue des secteurs du tourisme, de la construction et des finances. Le niveau décevant des recettes publiques et les dépenses de fonctionnement élevées continuent de restreindre l'espace budgétaire.

La dépréciation du rand sud-africain par rapport au dollar américain (USD) a entraîné une baisse des prix des produits importés d'Afrique du Sud. Cette tendance, conjuguée à la faible demande intérieure, aux restrictions de liquidité et au recul des cours mondiaux du pétrole brut et des denrées alimentaires, a engendré une inflation négative. L'inflation annuelle a reculé en moyenne de -0.2 % en 2014 à -2 % en 2015. L'inflation devrait rester négative en 2016 et 2017.

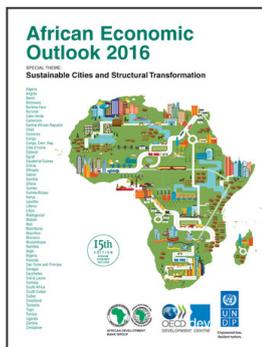
Le pays est toujours asphyxié par la dette, une situation exacerbée par l'étroitesse de sa base d'exportation et par une baisse des termes de l'échange qui réduisent sa capacité d'ajustement à l'évolution de la demande mondiale de biens exportables. En raison de ces faiblesses structurelles, le pays n'a pas été en mesure de générer la croissance forte et durable nécessaire pour atténuer son surendettement. Par ailleurs, la position extérieure du Zimbabwe devrait rester très précaire à moyen terme, du fait de ses piètres performances à l'exportation et à l'importation dans un contexte d'appréciation du dollar américain. Pour renforcer le cadre juridique et institutionnel de la gestion de la dette, une loi a été promulguée en septembre 2015 (Public Debt Management Act).

L'espace budgétaire demeure restreint en raison de la faiblesse des recettes intérieures, de l'augmentation des dépenses publiques, du recul des exportations, et de l'insuffisance de l'investissement direct étranger et des entrées de capitaux dans le pays. Cette situation a eu un impact négatif sur les dépenses de développement et sur les prestations de services sociaux dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, ce qui a aggravé l'incidence de la pauvreté. Le financement du développement urbain, en termes de logement et de transport, a été affecté.

### Indicateurs macroéconomiques

	2014	2015(e)	2016(p)	2017(p)
Croissance du PIB réel	3.8	1.5	1.6	3.1
Croissance du PIB réel par habitant	1.5	-0.9	-0.4	0.8
Inflation	-0.2	-2.0	-1.3	-0.7
Solde budgétaire (% PIB)	-1.9	-1.6	-1.5	-1.2
Compte courant (% PIB)	-23.2	-21.4	-19.8	-18.7

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).



Extrait de :  
**African Economic Outlook 2016**  
Sustainable Cities and Structural Transformation

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/aeo-2016-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Banque africaine de développement/OCDE/Programme des Nations Unies pour le Développement (2016), « Fiches pays », dans *African Economic Outlook 2016 : Sustainable Cities and Structural Transformation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2016-14-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).